



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 74.816/VR-4
du 20 décembre 2023

sur

un avant-projet de loi ‘mettant
en œuvre le
règlement (UE) 2022/2065 du
Parlement européen et du
Conseil du 19 octobre 2022
relatif à un marché unique des
services numériques et
modifiant la
directive 2000/31/CE, portant
modifications du livre XII et du
livre XV du Code de droit
économique et portant
modifications de la loi du
17 janvier 2003 relative au statut
du régulateur des secteurs des
postes et des
télécommunications belges’

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 74.816/VR-4
van 20 december 2023

over

een voorontwerp van wet ‘tot
uitvoering van
Verordening (EU) 2022/2065
van het Europees Parlement en
de Raad van 19 oktober 2022
betreffende een eengemaakte
markt voor digitale diensten en
tot wijziging van
Richtlijn 2000/31/EG, houdende
wijzigingen van boek XII en
boek XV van het Wetboek van
economisch recht en houdende
wijzigingen van de wet van
17 januari 2003 met betrekking
tot het statuut van de regulator
van de Belgische post- en
telecommunicatiesector’

Le 31 octobre 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie et du Travail à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours ^{*}, sur un avant-projet de loi 'mettant en œuvre le règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE, portant modifications du livre XII et du livre XV du Code de droit économique et portant modifications de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges'.

L'avant-projet a été examiné par les chambres réunies le 5 décembre 2023. Les chambres réunies étaient composées de Marnix VAN DAMME, président de chambre, président, Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX, Brecht STEEN, Dimitri YERNAULT et Annelies D'ESPALLIER, conseillers d'État, Michel TISON et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, et Greet VERBERCKMOES, greffiers.

Les rapports ont été présentés par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section, et Lise VANDENHENDE, auditeur adjoint.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 20 décembre 2023. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Luc CAMBIER et Géraldine ROSOUX, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 20 décembre 2023.

*

^{*} Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85bis.

Op 31 oktober 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Economie en Werk verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen^{*} een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot uitvoering van Verordening (EU) 2022/2065 van het Europees Parlement en de Raad van 19 oktober 2022 betreffende een eengemaakte markt voor digitale diensten en tot wijziging van Richtlijn 2000/31/EG, houdende wijzigingen van boek XII en boek XV van het Wetboek van economisch recht en houdende wijzigingen van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector'.

Het voorontwerp is door de verenigde kamers onderzocht op 5 december 2023. De verenigde kamers waren samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, voorzitter, Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX, Brecht STEEN, Dimitri YERNAULT en Annelies D'ESPALLIER, staatsraden, Michel TISON en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, en Greet VERBERCKMOES, griffiers.

De verslagen zijn uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd, en Lise VANDENHENDE, adjunct-auditeur.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 20 december 2023. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Géraldine ROSOUX, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 20 december 2023.

*

^{*} Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85bis.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

COMPÉTENCE

1. Comme son intitulé l'indique, l'avant-projet de loi entend mettre en œuvre le règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 'relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques)'.

Comme le mentionne l'exposé des motifs, ce règlement s'inscrit dans la suite de la directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 'relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur (« directive sur le commerce électronique »)'.

Cette directive a été transposée en droit belge par la loi du 11 mars 2003 'sur certains aspects juridiques des services de la société de l'information' et la loi du 11 mars 2003 'sur certains aspects juridiques des services de la société de l'information visés à l'article 77 de la Constitution', lesquelles ont fait l'objet d'une codification à droit constant, leurs dispositifs étant désormais intégrés dans le titre I^{er} du livre XII du Code de droit économique.

La compétence de l'État fédéral pour procéder à cette transposition a été reconnue par la Cour constitutionnelle.

Ainsi dans son arrêt n° 132/2004 du 14 juillet 2004, la Cour a jugé :

« B.11.1. Lorsqu'on délimite les compétences respectives de l'État et des communautés en matière d'informations électroniques, il convient de garder à l'esprit que la radiodiffusion et la télévision ont été confiées aux communautés en tant que matière culturelle. Le législateur fédéral est compétent pour régler les autres aspects des services de la société de l'information, d'une part, sur la base de sa compétence résiduaire et, d'autre part, sur la base de la compétence qui lui est réservée, notamment en ce qui concerne l'économie, dont relèvent les règles générales relatives à la protection du consommateur, à la politique des prix, au droit de la concurrence, au droit commercial et aux conditions d'accès à la profession.

B.11.2. À la lumière de ce qui précède, l'article 2, 1^o, de la loi du 11 mars 2003 'sur certains aspects juridiques des services de la société de l'information' doit être interprété en ce sens qu'il ne comprend pas les services de radiodiffusion et de télévision tels qu'ils sont définis au B.10.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

Sous réserve de cette interprétation, les dispositions attaquées ne violent pas la compétence des communautés telle qu'elle est définie à l'article 4, 6°, de la loi spéciale du 8 aout 1980 de réformes institutionnelles ».

Dans son arrêt n° 155/2020 du 26 novembre 2020, la Cour constitutionnelle a par ailleurs jugé :

« B.23.5. L'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 4, 2°, de la loi spéciale du 8 aout 1980 de réformes institutionnelles réserve à l'autorité fédérale la compétence de fixer les règles générales en matière 'de protection des consommateurs'.

L'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 3°, 4° et 5°, de la même loi spéciale dispose que l'autorité fédérale est seule compétente pour 'la politique des prix et des revenus, à l'exception de la réglementation des prix dans les matières qui relèvent de la compétence des régions et des communautés, sous réserve de l'article 6, § 1^{er}, VII, alinéa 2, d)', pour 'le droit de la concurrence et le droit des pratiques du commerce, à l'exception de l'attribution des labels de qualité et des appellations d'origine, de caractère régional ou local', ainsi que pour 'le droit commercial et le droit des sociétés'.

[...]

B.24.2. Par l'arrêt qu'elle a rendu le 19 décembre 2019 dans l'affaire C-390/18, la Cour de justice de l'Union européenne a jugé, au point 39, qu'un service d'intermédiation tel que celui fourni par la partie requérante 'qui a pour objet, au moyen d'une plateforme électronique, de mettre en relation, contre rémunération, des locataires potentiels avec des loueurs professionnels ou non professionnels proposant des prestations d'hébergement de courte durée, tout en fournissant également un certain nombre de prestations accessoires à ce service d'intermédiation' doit être qualifié de 'service de la société de l'information', au sens de l'article 2, a), de la directive 2000/31/CE, et qu'il relève de cette directive.

[...]

B.25. L'autorité fédérale est compétente pour régler les services de la société de l'information visés en B.24.2, sur la base, d'une part, des compétences qui lui sont réservées en matière d'économie, mentionnées en B.23.5, et, d'autre part, de sa compétence résiduelle.

B.26. Le Constituant et le législateur spécial, dans la mesure où ils n'en disposent pas autrement, ont attribué aux communautés et aux régions toute la compétence d'édicter les règles propres aux matières qui leur ont été transférées. La compétence fédérale mentionnée en B.25 n'empêche pas les régions de régler certains aspects des services de la société de l'information dans le cadre des compétences exclusives qui leur sont attribuées, à condition qu'elles le fassent dans le respect du principe de proportionnalité propre à toute attribution de compétence ».

2. Il résulte de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, spécialement de son arrêt n° 155/2020, que l'État fédéral est compétent pour régler les services de la société de l'information, notamment sur la base de sa compétence résiduaire et de ses compétences en matière de protection des consommateurs, de politique des prix et des revenus ¹, de droit de la concurrence et de droit des pratiques du commerce, à l'exception de l'attribution des labels de qualité et des appellations d'origine, de caractère régional ou local, ainsi que de droit commercial et de droit des

¹ À l'exception de la réglementation des prix dans les matières qui relèvent de la compétence des régions et des communautés, sous réserve de l'article 6, § 1^{er}, VII, alinéa 2, d), de la loi spéciale du 8 aout 1980 'de réformes institutionnelles'.

sociétés. Il n'en demeure pas moins que les Communautés et les Régions sont également compétentes pour régler les aspects de la société de l'information qui relèvent de leurs compétences exclusives, à la condition qu'elles le fassent dans le respect du principe de proportionnalité propre à toute attribution de compétence.

Dans le cas tranché par l'arrêt n° 155/2020, la compétence en cause n'était pas fédérale mais reposait sur la mise en œuvre de la compétence fiscale propre conférée aux Régions par l'article 170, § 2, de la Constitution. Les dispositions législatives attaquées étant « uniquement applicables aux prestataires de services de la société de l'information qui sont actifs dans le secteur de l'hébergement touristique », la Cour a ainsi considéré qu'« [i]l n'appara[issait] pas que le devoir d'information contesté rend[ait] impossible ou exagérément difficile l'exercice, par le législateur fédéral, de ses compétences relatives aux services de la société de l'information, ni qu'il empêch[ait] les prestataires de services auxquels ce devoir d'information [était] imposé de se conformer à la réglementation relative aux services de la société de l'information, qui est prévue dans le livre XII du Code de droit économique »².

L'on peut raisonnablement déduire de cette jurisprudence que, de manière générale, les entités fédérées sont compétentes pour adopter des mesures qui règlent certains aspects de la société de l'information, dans la mesure où ces aspects relèvent de leurs compétences exclusives, à condition, bien évidemment, que l'exercice de ces compétences ne rende pas impossible ou exagérément difficile l'exercice par le législateur fédéral de ses compétences propres.

D'autre part, il résulte de l'arrêt de la Cour constitutionnelle 132/2004 du 14 juillet 2004 que l'autorité fédérale est compétente pour régler les services de la société de l'information notamment sur la base des compétences évoquées ci-dessus, dans la mesure où il ne s'agit pas de services de radiodiffusion et de télévision pour lesquels les communautés sont compétentes et donc dans la mesure où la réglementation n'entrave pas la compétence des communautés.

C'est à l'aune des principes issus de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle que les différents avis de la section de législation évoqués dans la demande d'avis doivent être compris, et que l'avant-projet de loi doit être examiné.

3.1. S'agissant des précédents avis donnés par la section de législation, la demande d'avis cite tout d'abord l'avis 73.211/1-3-4 donné le 28 avril 2023 sur un avant-projet de loi « portant dispositions diverses en matière d'économie »³.

Les articles 89 et 90 de l'avant-projet de loi ayant fait l'objet de l'avis 73.211/1-3-4 n'ont donné lieu à aucune observation de la section de législation en ce qui concerne la compétence de l'autorité fédérale pour adopter les mesures envisagées.

À ce propos, il y a lieu de rappeler que, comme le souligne l'avis 73.211/1-3-4,

« Les articles 89 et 90 de l'avant-projet confient à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après : l'IBPT) des missions de surveillance, de

² Considérant B.29.

³ *Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 3392/001, pp. 146-178.

contrôle et d'injonction, ainsi que le pouvoir d'imposer des sanctions administratives, en vue d'assurer le respect des obligations imposées aux fournisseurs de services d'hébergement par le règlement (UE) 2021/784 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 'relatif à la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste en ligne', en ce compris le respect des décisions de retrait de contenus imposées par le Ministère public, désigné par l'article 144bis du Code judiciaire en qualité d'autorité compétente pour l'adoption des mesures visées à l'article 12, paragraphe 1, a) et b), de ce règlement.

Il s'agit ainsi de confier de nouvelles missions à l'IBPT en application d'un règlement européen relatif aux services de la société de l'information, missions qui ne s'inscrivent pas dans le cadre de celles conférées à l'IBPT en tant que régulateur du secteur des communications électroniques ou d'autorité compétente au sens de la directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 'établissant le code des communications électroniques européen'.

Parmi ces nouveaux pouvoirs, l'article 90 de l'avant-projet en particulier envisage de conférer à l'IBPT celui d'adopter des décisions à portée individuelle qui s'imposeront aux fournisseurs de services d'hébergement ».

Le règlement auquel les articles 89 et 90 concernés envisageaient de procurer une exécution partielle est donc un règlement spécifique qui, contrairement au règlement à l'exécution duquel l'avant-projet à l'examen entend pourvoir, se caractérise par un objectif opérationnel nettement circonscrit, à savoir la lutte contre le terrorisme. En droit interne, seul le législateur fédéral est intervenu en la matière et a confié au procureur fédéral le pouvoir d'adresser aux fournisseurs de services d'hébergement des injonctions de retrait de contenus à caractère terroriste, conformément à l'article 144bis, § 2, 4°, du Code judiciaire, inséré par la loi du 26 décembre 2022 ⁴.

La lutte contre le terrorisme relevant de la compétence de l'autorité fédérale au titre, essentiellement, de ses compétences en matière pénale, ainsi qu'en matière de police, de sûreté et de sécurité publique, rien ne s'oppose à ce que l'État fédéral, dans les limites de ses compétences, attribue, d'une part, au procureur fédéral, la compétence pour établir et adresser les injonctions de retrait de contenus à caractère terroriste, et, d'autre part, à l'IBPT, les missions relatives au contrôle du respect du règlement (UE) 2021/784 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 'relatif à la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste en ligne', en ce compris le respect des injonctions émanant du Ministère public.

À ce propos, il convient en outre de souligner que le contrôle de tout contenu généralement quelconque de média audiovisuel ou sonore ne relève pas *ipso facto* de la compétence des Communautés au titre de l'article 4, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' ⁵.

⁴ Dans son avis 72.359/1-2 donné le 16 novembre 2022 sur l'avant-projet devenu la loi du 26 décembre 2022 'relative à la mention des voies de recours et portant dispositions diverses en matière judiciaire', *Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 3046/001, pp. 51-70, la section de législation n'a fait aucune observation en matière de compétence, à propos de la disposition devenu l'article 144bis, § 2, 4°, du Code judiciaire.

⁵ Niettegenstaande ze wel onder de bevoegdheid van de gemeenschappen kan vallen.

Ainsi, s'agissant de la publicité relative à certains produits, la section de législation a observé dans son avis 67.724/2/V⁶ que les compétences des Communautés en matière de services de médias audiovisuels et sonores ne leur permettaient pas de régler la diffusion, par les éditeurs de services de médias audiovisuels et par les fournisseurs de services de partage de vidéos, de publicités portant entre autres sur les boissons alcoolisées, les armes, les cigarettes et les autres produits du tabac, y compris les cigarettes électroniques et leurs recharges, et les produits contenant du glyphosate, la compétence en ces matières relevant de l'État fédéral.

Dans cette logique, les articles 89 et 90 de l'avant-projet ayant fait l'objet de l'avis 73.211/1-3-4 n'appelaient pas d'observation relative à la compétence de l'auteur de l'avant-projet.

3.2. En ce qui concerne plus spécifiquement la jurisprudence en relation avec l'exécution du règlement (UE) 2022/2065, il y a lieu d'avoir égard à l'avis 73.934/3, dans lequel la section de législation a observé :

« 3.1. De gemeenschappen zijn overeenkomstig artikel 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' bevoegd voor 'de inhoudelijke en technische aspecten van de audiovisuele en de auditieve mediadiensten'.

Bij de Zesde Staatshervorming is de omschrijving van de omroepbevoegdheid van de gemeenschappen in die zin geherformuleerd en aldus aangepast aan de ingrijpende technologische evoluties en de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof.⁷ De term 'audiovisuele mediadienst' is ontleend aan de richtlijn audiovisuele mediadiensten (hierna: AVMD-richtlijn).⁸ Het was de bedoeling om de bestaande bevoegdheidsverdeling te bevestigen, niet om ze te wijzigen.⁹

3.2. Het Grondwettelijk Hof heeft in arrest nr. 132/2004 van 14 juli 2004 de inhoudelijke en functionele criteria op grond waarvan 'telecommunicatie' (federale bevoegdheid) en 'omroep' (thans: mediadiensten) (gemeenschapsbevoegdheid) van elkaar te onderscheiden zijn als volgt samengevat:

'B.10.1. De radio-omroep, die de televisie omvat, kan van de andere vormen van telecommunicatie worden onderscheiden doordat een radio-omroepprogramma openbare informatie verspreidt en vanuit het oogpunt van degene die uitzendt, bestemd is voor het publiek in het algemeen of voor een deel ervan en geen vertrouwelijk karakter heeft. Diensten die geïndividualiseerde en door een vorm van vertrouwelijkheid gekenmerkte

⁶ Avis 67.724/2/V donné le 9 septembre 2020 sur un avant-projet devenu le décret du 4 février 2021 'relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos', *Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2020-2021, n° 187/1, pp. 254-310.

⁷ *Note de bas de page n° 2 de l'avis cité* : Zie o.m.: Y. PEETERS, "De bevoegdheidsverdeling inzake omroep, telecommunicatie en filmkeuring: kinderen niet toegelaten" in J. VELAERS e.a. (eds.), *De zesde staatshervorming: instellingen, bevoegdheden en middelen*, Antwerpen, Intersentia, 2014, 345-366; J. THEUNIS, "De bevoegdheidsoverdrachten inzake media" in A. ALEN e.a. (eds.), *Het federale België na de Zesde Staatshervorming*, Brugge, die Keure, 2014, 535-546; R. DEBILIO, R. QUECK en D. STEVENS, "La répartition des compétences en matière de communications électroniques après la sixième réforme de l'État: statut quo ou départ vers de nouveaux rivages ?", *TRNI* 2014, 389-402.

⁸ *Note de bas de page n° 3 de l'avis cité* : Richtlijn 2010/13/EU van het Europees Parlement en de Raad van 10 maart 2010 'betreffende de coördinatie van bepaalde wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in de lidstaten inzake het aanbieden van audiovisuele mediadiensten (Richtlijn audiovisuele mediadiensten)'.

⁹ *Note de bas de page n° 4 de l'avis cité* : *Parl.St.* Senaat 2012-13, nr. 5-2232/1, 21; adv.RvS 53.932/AV van 27 augustus 2013 over een voorstel dat heeft geleid tot de bijzondere wet van 6 januari 2014 'met betrekking tot de Zesde Staatshervorming', *Parl.St.* Senaat 2012-13, nr. 5-2232/3, 5.

informatie leveren, vallen daarentegen niet onder de radio-omroep en behoren tot de bevoegdheid van de federale wetgever.

B.10.2. Doorslaggevend voor radio-omroep en televisie is het ter beschikking stellen van openbare informatie voor het publiek in het algemeen. In een evolutieve interpretatie van het omroepbegrip omvat dit ook het uitzenden op individueel verzoek. Omroepactiviteiten verliezen niet hun aard omdat met de evolutie van de techniek aan de kijker of luisteraar een ruimere mogelijkheid van eigen keuze wordt geboden.¹⁰

De essentiële kenmerken ter aflijning van mediadiensten ten opzichte van telecommunicatie zijn volgens het Grondwettelijk Hof derhalve het criterium van de bestemming (voor het publiek in het algemeen) en het karakter van de informatie (openbare informatie).

3.3. In advies 68.221/3 van 16 december 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, op grond van die criteria tot het besluit gekomen dat de regeling van videoplatformdiensten tot de bevoegdheid van de gemeenschappen behoort. De Raad oordeelde:

‘6. Bij richtlijn (EU) 2018/1808 is de AVMD-Richtlijn uitgebreid met regels voor de videoplatformdiensten. Die diensten zijn te onderscheiden van de audiovisuele mediadiensten op grond van het gegeven of de aanbieder al of niet de redactionele verantwoordelijkheid draagt voor de aangeboden programma's of video's.

In artikel 1, lid 1, a), van de AVMD-richtlijn wordt ‘audiovisuele mediadienst’ omschreven als

‘i) een dienst in de zin van de artikelen 56 en 57 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, indien het hoofddoel van de dienst of een losstaand gedeelte daarvan bestaat uit de levering van programma's voor het algemene publiek, onder de redactionele verantwoordelijkheid van een aanbieder van mediadiensten, ter informatie, vermaak of educatie door middel van elektronische communicatienetwerken in de zin van artikel 2, onder a), van Richtlijn 2002/21/EG; bedoelde audiovisuele mediadiensten zijn hetzij televisie-uitzendingen als gedefinieerd onder e) van dit lid hetzij audiovisuele mediadiensten op aanvraag als gedefinieerd onder g) van dit lid;

ii) audiovisuele commerciële communicatie’.

In artikel 1, lid 1, a bis), van de AVMD-richtlijn wordt ‘videoplatformdienst’ gedefinieerd als

‘een dienst in de zin van de artikelen 56 en 57 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, indien het hoofddoel van de dienst of een daarvan losstaand gedeelte of een essentiële functie van de dienst bestaat in het aanbieden van programma's, door gebruikers gegenereerde video's, of beide, aan het algemene publiek, waarvoor de aanbieder van het videoplatform geen redactionele verantwoordelijkheid draagt, ter informatie, vermaak of educatie via elektronische-communicatienetwerken in de zin van artikel 2, onder a), van Richtlijn 2002/21/EG en waarvan de organisatie wordt bepaald door de aanbieder van het videoplatform, onder meer met automatische middelen of algoritmen, met name door weergeven, taggen en rangschikken’.

¹⁰ Note de bas de page n° 5 de l'avis cité : GwH nr. 132/2004 van 14 juli 2004, B.10.1 en B.10.2. In dezelfde zin: GwH 22 september 2004, nr. 155/2004, B.4.1 en B.4.2; GwH 13 juli 2005, nr. 128/2005, B.7.2; GwH 9 juli 2013, nr. 95/2013, B.3.3.

7. Het feit dat in de AVMD-richtlijn de videoplatformdiensten aan aparte regels worden onderworpen en te onderscheiden zijn van de mediadiensten,¹¹ mag echter niet doen besluiten dat videoplatformdiensten daardoor internrechtelijk niet als mediadiensten in de zin van artikel 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 te beschouwen zouden zijn. De Europeesrechtelijke kwalificatie is daarbij immers niet doorslaggevend, wel de internrechtelijke kwalificatie.

Op grond van de criteria ‘bestemming’ en ‘karakter van de informatie’ die het Grondwettelijk Hof hanteert, moet worden besloten dat videoplatformdiensten onder de bevoegdheid van de gemeenschappen vallen. Uit de omschrijving van ‘videoplatformdienst’ in artikel 1, lid 1, a *bis*), van de AVMD-richtlijn, die in het interne recht moet worden overgenomen (zie het ontworpen artikel 2, 45°/1, van het Mediadecreet – artikel 3, 10°, van het voorontwerp), blijkt immers dat het gaat om het aanbieden van programma's of video's aan het publiek in het algemeen, zodat het niet om geïndividualiseerde en door een vorm van vertrouwelijkheid gekenmerkte informatie gaat.

8. Het besluit is derhalve dat de Vlaamse Gemeenschap bevoegd is om de bepalingen van de AVMD-richtlijn inzake de videoplatformdiensten om te zetten.”¹²

3.4. Uit de ontworpen regeling kan worden opgemaakt dat videoplatformdiensten moeten worden beschouwd als tussenhandeldiensten in de zin van het ontworpen artikel 2, 56°, van het decreet van 27 maart 2009. De regeling van de videoplatformdiensten wordt immers ondergebracht in titel 2 van deel III/1 van dat decreet, dat betrekking heeft op de tussenhandeldiensten.

De gemachtigde bevestigde dat videoplatformdiensten inderdaad als tussenhandeldiensten moeten worden beschouwd:

‘Het begrip ‘videoplatformdienst’ wordt als volgt gedefinieerd in artikel 2, 45°/1 van het Mediadecreet (zie ook artikel 1, lid 1, a *bis*) van de Richtlijn Audiovisuele Mediadiensten):

‘45°/1 videoplatformdienst: een dienst als vermeld in artikel 56 en 57 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, waarbij het hoofddoel van de dienst, een daarvan losstaand gedeelte of een essentiële functie daarvan bestaat in het aanbieden van programma's, door gebruikers gegenereerde inhoud, of beide, aan het algemene publiek, waarvoor de aanbieder van het videoplatform geen redactionele verantwoordelijkheid draagt, ter informatie, vermaak of educatie via elektronische communicatienetwerken en waarvan de organisatie wordt bepaald door de aanbieder van het videoplatform, onder meer met automatische middelen of algoritmen, namelijk door weergeven, taggen en rangschikken;’

¹¹ *Note de bas de page n° 6 de l'avis cité* : Voetnoot 7 van het aangehaalde advies: Zo zijn er bijvoorbeeld andere regels om te bepalen onder de bevoegdheid van welke lidstaat elk van deze beide soorten van diensten vallen (voor de audiovisuele mediadiensten, zie artikel 2 van de AVMD-richtlijn; voor de videoplatformdiensten, zie artikel 28bis van de AVMD-richtlijn).

¹² *Note de bas de page n° 7 de l'avis cité* : Adv.RvS 68.221/3 van 16 december 2020 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van 19 maart 2021 tot wijziging van het decreet van 27 maart 2009 ‘betreffende radio-omroep en televisie, wat betreft de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2018/1808 van het Europees Parlement en de Raad van 14 november 2018 tot wijziging van Richtlijn 2010/13/EU betreffende de coördinatie van bepaalde wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in de lidstaten inzake het aanbieden van audiovisuele mediadiensten (Richtlijn audiovisuele mediadiensten) in het licht van een veranderende marktsituatie’, *Parl.St.* VI.Parl. 2020-21, nr. 644/1, 159-160.

Het begrip 'tussenhandeldienst' wordt als volgt gedefinieerd in artikel 3, g) van de digitaledienstenverordening:

'g) 'tussenhandeldienst': een van de volgende diensten van de informatiemaatschappij:

i) een 'mere conduit'-dienst, die bestaat in de doorgifte in een communicatienetwerk van door een afnemer van de dienst verstrekte informatie, of in het verstrekken van toegang tot een communicatienetwerk;

ii) een 'caching'-dienst, die bestaat in de doorgifte in een communicatienetwerk van door een afnemer van de dienst verstrekte informatie, waarbij die informatie automatisch, tussentijds en tijdelijk wordt opgeslagen met als enige doel om de latere doorgifte van die informatie aan andere afnemers van de dienst op hun verzoek doeltreffender te maken;

iii) een 'hosting'-dienst, die bestaat in de opslag van de door een afnemer van de dienst verstrekte informatie, op diens verzoek;

Uit de rechtspraak van het Hof van Justitie kan worden afgeleid dat een exploitant van een videoplatformdienst, zoals een sociaalnetwerksite als YouTube¹³, de door de gebruikers van die site verstrekte profielinformatie op zijn servers opslaat, en dat hij dus moet beschouwd worden als een hostingdienstverlener in de zin van artikel 14 van Richtlijn 2000/31/EG¹⁴ en bijgevolg ook van artikel 3, g) van de digitaledienstenverordening, te weten een dienst van de informatiemaatschappij die bestaat in de opslag van de door de afnemer van de dienst verstrekte informatie.

Ook overweging 44 van de Richtlijn (EU) 2018/1808 van 14 november 2018 bepaalt expliciet dat de aanbieders van videoplatforms op wie de Richtlijn Audiovisuele Mediadiensten betrekking heeft, diensten van de informatiemaatschappij in de zin van Richtlijn 2000/31/EG van het Europees Parlement en de Raad van 8 juni 2000 betreffende bepaalde juridische aspecten van de diensten van de informatiemaatschappij, met name de elektronische handel, in de interne markt (PB L 178 van 17.7.2000, blz. 1) leveren. Dit wordt ook bevestigd door de Europese Commissie in haar opmerkingen van 27 juni 2023 die overgemaakt werden krachtens artikel 5, lid 2, van Richtlijn (EU) 2015/1535 van 9 september 2015.¹⁵

Overweging 10 en artikel 2, lid 4, a) van de digitaledienstenverordening bevestigen in dat verband overigens opnieuw dat videoplatforms in de zin van de

¹³ *Note de bas de page n° 8 de l'avis cité*: Voetnoot van het aangehaalde antwoord: Overweging 4 Richtlijn (EU) 2018/1808 van 14 november 2018 bepaalt dat socialemediadiensten videoplatformdiensten uitmaken als aan de voorwaarden van definitie voldaan is. Een opsomming van alle aanbieders van videoplatformdiensten die geïdentificeerd zijn op grond van artikel 28bis, lid 6 van de Richtlijn Audiovisuele Mediadiensten, kan worden teruggevonden op <http://mavise.obs.coe.int/f/ondemand/advanced?typeofservice=4&page=1>. Het betreft de aanbieders van videoplatformdiensten die op het grondgebied van de lidstaten zijn gevestigd of geacht worden te zijn gevestigd. Zoals uit dit overzicht blijkt, zijn Facebook, YouTube, enz. socialemediadiensten die voldoen aan de voorwaarden van de definitie van videoplatformdienst.

¹⁴ *Note de bas de page n° 9 de l'avis cité*: Voetnoot van het aangehaalde antwoord: Vb. Hof van Justitie, Arrest van 16 februari 2012, SABAM t. Netlog (C-360/10), § 27; Hof van Justitie, Arrest van 3 oktober 2019, Eva Glawischnig-Piesczek t. Facebook Ireland (C-18/18), § 22.

¹⁵ *Note de bas de page n° 10 de l'avis cité*: Voetnoot van het aangehaalde antwoord: Europese Commissie, Kennisgeving 2023/136-137/B, 27 juni 2023, C(2023) 4416 final, opmerkingen met betrekking tot "Decreet tot wijziging van het decreet van 27 maart 2009 betreffende radio-omroep en televisie, wat betreft het stimuleren van de audiovisuele sector door financiële bijdragen aan de productie van audiovisuele werken" en "Besluit van de Vlaamse Regering over het stimuleren van de audiovisuele sector door financiële bijdragen aan de productie van audiovisuele werken".

Richtlijn Audiovisuele Mediadiensten wel degelijk ook tussenhandeldiensten zijn in de zin van de digitaledienstenverordening.

Aldus kan geconcludeerd worden dat een videoplatformdienst in de zin van artikel 2, 45°/1 van het Mediadecreet (en artikel 1, lid 1 a *bis*) van de Richtlijn Audiovisuele Mediadiensten) een dienst van de informatiemaatschappij is die ook een 'tussenhandeldienst' is in de zin van de digitaledienstenverordening."

3.5. In zoverre de ontworpen regeling van tussenhandeldiensten betrekking heeft op videoplatformdiensten geldt het besluit van advies 68.221/3 onverkort.

3.6. Er blijken evenwel ook tussenhandeldiensten te zijn die geen videoplatformdiensten zijn in de zin van artikel 2, 45°/1, van het decreet van 27 maart 2009. De gemachtigde verklaarde dienaangaande:

'Zoals aangegeven in de toelichting bij vraag 1, zijn videoplatformdiensten een specifieke categorie van tussenhandeldiensten in de zin van de digitaledienstenverordening.

Tussenhandeldiensten in de zin van de digitaledienstenverordening omvatten daarnaast evenwel ook andere hostingdiensten dan alleen de videoplatformdiensten, evenals mere conduit-diensten en cachingdiensten.

De nieuwe Titel I van Deel III/1 bevat de algemene bepalingen die van toepassing zijn op alle tussenhandeldiensten die betrekking hebben op omroepactiviteiten, terwijl de nieuwe Titel II van Deel III/1 de bestaande regels omvat die van toepassing zijn op de videoplatformdiensten als specifieke categorie van tussenhandeldiensten.'

De vraag rijst of, en in welke mate, de gemeenschappen bevoegd zijn om ook die diensten te regelen.

3.7. In artikel 3, g), van de digitaledienstenverordening wordt het begrip 'tussenhandeldienst' gedefinieerd als volgt:

"'tussenhandeldienst': een van de volgende diensten van de informatiemaatschappij:

i) een 'mere conduit'-dienst, die bestaat in de doorgifte in een communicatienetwerk van door een afnemer van de dienst verstrekte informatie, of in het verstrekken van toegang tot een communicatienetwerk;

ii) een 'caching'-dienst, die bestaat in de doorgifte in een communicatienetwerk van door een afnemer van de dienst verstrekte informatie, waarbij die informatie automatisch, tussentijds en tijdelijk wordt opgeslagen met als enige doel om de latere doorgifte van die informatie aan andere afnemers van de dienst op hun verzoek doeltreffender te maken;

iii) een 'hosting'-dienst, die bestaat in de opslag van de door een afnemer van de dienst verstrekte informatie, op diens verzoek;"

3.8. Het is duidelijk dat niet elke tussenhandeldienst, waarbij toegang wordt gegeven tot een communicatienetwerk, of informatie wordt doorgegeven of opgeslagen, kan worden beschouwd als een audiovisuele of auditieve mediadienst in de zin van artikel 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Te dien aanzien moet evenwel worden vastgesteld dat luidens het ontworpen artikel 175/1 van het decreet 27 maart 2009 de ontworpen regeling enkel van toepassing is op tussenhandeldiensten *die betrekking hebben op omroepactiviteiten*. In artikel 2, 25°, van dat decreet wordt het begrip "omroepactiviteit" als volgt gedefinieerd:

'elke activiteit die bestaat in het ter beschikking stellen van bewegende beelden, al dan niet met geluid, of van een reeks van klanken of geluiden bestemd voor het algemene

publiek of een deel ervan via elektronische communicatienetwerken. Omroepactiviteit wordt ook wel radio-omroep en televisie genoemd'.

De gemachtigde gaf dienaangaande de volgende toelichting:

'Er dient een onderscheid gemaakt te worden tussen tussenhandeldiensten die betrekking hebben op omroepactiviteiten (vb. YouTube) en tussenhandeldiensten die geen betrekking hebben op omroepactiviteiten (vb. Bol.com). Deze laatste categorie van tussenhandeldiensten valt niet onder de toepassing van de ontworpen titel I.

Instagram en X (het voormalige Twitter) zijn door de Europese Commissie aangeduid als tussenhandeldiensten, meer bepaald als zeer grote onlineplatforms in de zin van artikel 33 van de digitaalmediadienstenverordening (https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_23_2413).

Het betreft bovendien tussenhandeldiensten waarvan een gedeelte van de diensten erin bestaat om audiovisuele of auditieve openbare informatie (bv. video's, livestreams, podcasts, enz.) in bepaalde gevallen ter beschikking te stellen van het publiek in het algemeen.

Zulke gemengde tussenhandeldiensten waarvan een gedeelte van de diensten erin bestaat om audiovisuele of auditieve openbare informatie ter beschikking te stellen van het publiek in het algemeen, vallen voor dit gedeelte onder de toepassing van de ontworpen Titel I.'

3.9. Uit wat voorafgaat blijkt dat de ontworpen regeling van de tussenhandeldiensten enkel van toepassing is op die diensten in zoverre ze bewegende beelden of geluid doorgeven die bestemd zijn voor het publiek in het algemeen, of aan een deel ervan, en geen vertrouwelijk karakter hebben. Het gaat derhalve niet om diensten die geïndividualiseerde en door een vorm van vertrouwelijkheid gekenmerkte informatie leveren. Ze kunnen dan ook als audiovisuele en auditieve mediadiensten worden beschouwd in de zin van artikel 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Er kan bijgevolg worden besloten dat in die mate de regeling van tussenhandeldiensten tot de bevoegdheid van de Vlaamse Gemeenschap behoort. »¹⁶

4. Il s'ensuit que s'agissant de la transposition et de l'exécution des directives et règlements européens en matière de société de l'information, tels la directive 2000/31/CE, le règlement (UE) 2022/2065 ou le règlement (UE) 2021/784, l'autorité fédérale est compétente au titre de plusieurs de ses compétences, à savoir, en particulier, la protection des consommateurs, la politique des prix et des revenus, le droit de la concurrence et le droit des pratiques du commerce, le droit commercial et le droit des sociétés, ainsi que ses compétences résiduelles, notamment en matière pénale et de police en ce qui concerne en particulier la lutte contre le terrorisme. Il convient également de ne pas perdre de vue la compétence de l'État fédéral dans les matières biculturelles, en ce compris en matière de services de médias audiovisuels et sonores, à l'égard des personnes et des institutions établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leurs activités, ne peuvent être considérées comme appartenant exclusivement à la Communauté flamande ou à la Communauté française.

¹⁶ Avis 73.934/3 donné le 26 septembre 2023 sur un avant-projet de décret de la Communauté flamande « tot wijziging van het decreet van 27 maart 2009 betreffende radio-omroep en televisie tot gedeeltelijke uitvoering van [de] digitaalmediadienstenverordening ».

Quant aux Communautés et aux Régions, elles sont le cas échéant également tenues d'assurer la transposition de la directive 2000/31/CE et l'exécution du règlement (UE) 2022/2065, dans la mesure où la transposition de cette directive et l'exécution de ce règlement nécessitent la mise en œuvre de compétences qui leur ont été attribuées. À ce propos, la directive 2000/31/CE a essentiellement pour objet de régler le commerce électronique ; le règlement (UE) 2022/2065 entend pour sa part s'inscrire dans un cadre tout aussi transversal que celui de la directive 2000/31/CE, un cadre indépendant des secteurs d'activités concernés, tout en revêtant un caractère plus large, aux fins de faire face aux nouveaux défis de la société de l'information liés à de nouveaux instruments tels que les réseaux sociaux et les plateformes en ligne ¹⁷. L'exposé des motifs cite d'ailleurs à ce propos, au titre de « services intermédiaires », entre autres, les réseaux sociaux et les plateformes de partage de vidéos.

5. En l'espèce, s'agissant du règlement (UE) 2022/2065, les Communautés s'avèrent compétentes, pour les motifs déjà évoqués dans l'avis 73.934/3, dans la mesure où ce règlement a vocation à s'appliquer à des prestataires de « services intermédiaires » qui permettent, via ces services, la diffusion de services de médias audiovisuels et sonores. Dans cette mesure, les prestataires de services intermédiaires relèvent ainsi de la compétence attribuée aux Communautés par l'article 4, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980, dans les limites de cette compétence ¹⁸. En outre, les Communautés sont compétentes en matière de protection de la jeunesse, conformément à l'article 5, § 1^{er}, II, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 ¹⁹, comme le mentionne la demande d'avis, ainsi qu'en ce qui concerne la politique de la jeunesse, en vertu de l'article 4, 7°, de la même loi ; ces compétences doivent être mises en rapport avec l'article 28 du règlement (UE) 2022/2065, lequel a trait à la protection des mineurs en ligne ²⁰.

¹⁷ Le premier considérant du règlement mentionne en effet, comme le rappelle l'exposé des motifs :

« Les services de la société de l'information et surtout les services intermédiaires sont devenus une composante importante de l'économie de l'Union et de la vie quotidienne des citoyens de l'Union. Vingt ans après l'adoption du cadre juridique existant applicable à ces services, établi par la directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil, des services et des modèles économiques nouveaux et innovants, tels que les réseaux sociaux et les plateformes en ligne permettant aux consommateurs de conclure des contrats à distance avec des professionnels, ont permis aux utilisateurs professionnels et aux consommateurs de transmettre et d'accéder à l'information et d'effectuer des transactions de manière inédite. Une majorité de citoyens de l'Union utilise désormais ces services au quotidien. Toutefois, la transformation numérique et l'utilisation accrue de ces services ont également engendré de nouveaux risques et défis pour les différents destinataires des services concernés, pour les entreprises et pour la société dans son ensemble ».

¹⁸ L'État fédéral demeure ainsi compétent pour régler la publicité de certains produits, comme exposé ci-avant.

¹⁹ À l'exception

- a) des règles du droit civil relatives au statut des mineurs et de la famille, telles qu'elles sont établies par le Code civil et les lois qui le complètent ;
- b) des règles de droit pénal érigeant en infraction les comportements qui contreviennent à la protection de la jeunesse et établissant des peines qui punissent ces manquements, en ce compris les dispositions qui ont trait aux poursuites, sans préjudice de l'article 11 et de l'article 11bis ;
- c) de l'organisation des juridictions de la jeunesse, de leur compétence territoriale et de la procédure devant ces juridictions ;
- d) l'exécution des peines prononcées à l'égard des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction qui ont fait l'objet d'une mesure de dessaisissement, à l'exclusion de la gestion des centres destinés à accueillir ces jeunes jusqu'à l'âge de vingt-trois ans ;
- e) de la déchéance de l'autorité parentale et de la tutelle sur les prestations familiales ou autres allocations sociales.

²⁰ Cet article dispose comme suit : « 1. Les fournisseurs de plateformes en ligne accessibles aux mineurs mettent en place des mesures appropriées et proportionnées pour garantir un niveau élevé de protection de la vie privée, de sûreté et de sécurité des mineurs sur leur service.

6. L'auteur de l'avant-projet reconnaît au demeurant la compétence des entités fédérées pour procéder à l'exécution partielle du règlement (UE) 2022/2065, dans la mesure de leurs compétences.

Ainsi, l'exposé des motifs mentionne :

« Dans ce contexte, le système de gouvernance belge repose sur la mise en place de trois instruments :

– une loi fédérale qui met en œuvre le règlement 2022/2065, confie à l'Institut Belge des services postaux et télécommunications (ci-après 'IBPT') les missions du DSA relatives non seulement à l'autorité de surveillance compétente pour superviser les dispositions du règlement relevant de la compétence fédérale mais également le rôle de coordinateur pour les services numériques ;

– des décrets pris au niveau des entités fédérées afin de désigner leurs autorités compétentes pour la supervision des dispositions qui relèvent de leur compétence ;

– un accord de coopération entre l'État fédéral et les Communautés afin de fixer notamment les modalités de coopération et d'échange d'informations entre autorités compétentes et coordinateur pour les services numériques ».

L'exposé des motifs indique également :

« Pour des raisons d'efficacité, de visibilité et de respect de l'esprit du DSA, il convient d'éviter autant que possible la multiplication des autorités compétentes au-delà des exigences constitutionnelles nationales.

Au sens du règlement sur les services numériques, l'Institut est une autorité compétente dans la limite des compétences fédérales.

La désignation par les Communautés d'autorités compétentes pour la surveillance de certains aspects spécifiques et délimités du DSA est justifié au regard de leurs compétences constitutionnelles, à condition qu'elles le fassent dans le respect du principe de proportionnalité propre à toute attribution de compétence afin de ne pas empiéter sur la compétence fédérale relative aux services intermédiaires de la société de l'information (C.C. 14 juillet 2004, 132/2004 ; C.C. 26 novembre 2020, 155/2020) ».

Dans ce contexte, l'article 6 de l'avant-projet envisage de modifier l'article 14 de la loi du 17 janvier 2003 'relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges', en complétant le paragraphe 1^{er} de cet article comme suit :

« Au sens du règlement sur les services numériques, l'Institut est une autorité compétente dans la limite des compétences fédérales ainsi que le coordinateur pour les services numériques en vertu de l'article 49 du dudit règlement.

2. Les fournisseurs de plateformes en ligne ne présentent pas sur leur interface de publicité qui repose sur du profilage, tel qu'il est défini à l'article 4, point 4), du règlement (UE) 2016/679 en utilisant des données à caractère personnel concernant le destinataire du service dès lors qu'ils ont connaissance avec une certitude raisonnable que le destinataire du service est un mineur.

3. Le respect des obligations énoncées dans le présent article n'impose pas aux fournisseurs de plateformes en ligne de traiter des données à caractère personnel supplémentaires afin de déterminer si le destinataire du service est un mineur.

4. La Commission, après avoir consulté le comité, peut publier des lignes directrices pour aider les fournisseurs de plateformes en ligne à appliquer le paragraphe 1 ».

Conformément à l'article 49, 2, alinéa 3 du règlement sur les services numériques, il coopère avec les autres autorités compétentes et échange à cette fin toute information utile à l'exercice des missions de coordinateur pour les services numériques et des autorités compétentes.

Un accord de coopération fixe notamment les modalités d'exercice des missions de coordination de l'Institut en tant que coordinateur pour les services numériques, les modalités de coopération et d'échange d'informations avec les autorités compétentes ainsi que la représentation au niveau européen ».

Le commentaire de l'article explique, à ce propos :

« Le paragraphe 1^{er} de l'article 14 est complété pour intégrer les nouvelles missions de l'IBPT, autorité compétente et coordinateur pour les services numériques (au sens du règlement 2022/2065) ainsi que les nouvelles dispositions dont il contrôle le respect et dont, par conséquent, il pourra sanctionner la violation.

Dans la mesure où d'autres niveaux de pouvoirs sont impliqués, un accord de coopération avec tout ou partie des entités fédérées va compléter le cadre juridique pour répondre aux exigences du règlement 2022/2065 concernant notamment les modalités d'exercice des missions de coordination de l'IBPT en tant que DSC, les modalités de coopération et d'échange d'informations avec les autorités compétentes ainsi que la représentation au niveau européen ».

7. La question se pose toutefois de savoir si le système instauré par l'avant-projet de loi est en tout point conforme aux règles de répartition des compétences établies par la Constitution et les lois de réformes institutionnelles.

Cette question doit être examinée au regard des mécanismes prévus par l'avant-projet-, mais également en tenant compte de ceux imposés par le règlement (UE) 2022/2065, spécialement en ce qui concerne le « coordinateur pour les services numériques ».

7.1. Selon l'article 49 du règlement (UE) 2022/2065,

« 1. Les États membres désignent une ou plusieurs autorités compétentes comme responsables de la surveillance des fournisseurs de services intermédiaires et de l'exécution du présent règlement (ci-après dénommées les 'autorités compétentes').

2. Les États membres désignent une des autorités compétentes comme leur coordinateur pour les services numériques. Le coordinateur pour les services numériques est responsable de toutes les questions en lien avec la surveillance et l'exécution du présent règlement dans cet État membre, sauf si l'État membre concerné a assigné certaines missions ou certains secteurs spécifiques à d'autres autorités compétentes. Le coordinateur pour les services numériques a, en tout état de cause, la responsabilité d'assurer la coordination au niveau national vis-à-vis de ces questions et de contribuer à une surveillance et une exécution efficace et cohérente du présent règlement dans toute l'Union.

À cette fin, les coordinateurs pour les services numériques coopèrent entre eux, ainsi qu'avec les autres autorités compétentes nationales, le comité et la Commission, sans préjudice de la possibilité dont disposent les États membres de prévoir des mécanismes de coopération et des échanges de vues réguliers entre les coordinateurs pour les services numériques et d'autres autorités nationales, lorsque cela présente de l'intérêt pour l'exécution de leurs missions respectives.

Lorsqu'un État membre désigne une ou plusieurs autorités compétentes en plus du coordinateur pour les services numériques, il veille à ce que les missions respectives de ces autorités et du coordinateur pour les services numériques soient clairement définies et à ce qu'ils coopèrent de manière étroite et efficace dans l'exécution de leurs missions.

3. Les États membres désignent les coordinateurs pour les services numériques au plus tard le 17 février 2024.

Les États membres rendent publics et communiquent à la Commission et au comité le nom de leur autorité compétente désignée en tant que coordinateur pour les services numériques, ainsi que des informations sur la manière dont il peut être contacté. L'État membre concerné communique à la Commission et au comité le nom des autres autorités compétentes visées au paragraphe 2 ainsi que leurs missions respectives.

4. Les dispositions applicables aux coordinateurs pour les services numériques énoncées aux articles 50, 51 et 56 s'appliquent également aux autres autorités compétentes désignées par les États membres en vertu du paragraphe 1 du présent article ».

7.2. Cet article impose aux États membres de désigner une ou plusieurs autorités compétentes comme responsables de la surveillance des fournisseurs de services intermédiaires et de l'exécution du règlement (UE) 2022/2065.

Conformément aux règles de répartition des compétences au sein de la Belgique fédérale, rappelées ci-avant, l'exécution de cette obligation nécessite que chaque niveau de pouvoir désigne une ou plusieurs autorités compétentes relevant de ses compétences, qu'il chargera de la surveillance des fournisseurs de services intermédiaires et de l'exécution du règlement, dans les limites des compétences au titre desquelles le niveau de pouvoir concerné intervient en vue de pourvoir à l'exécution du règlement (UE) 2022/2065.

C'est à cette désignation que procède l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, de la loi du 17 janvier 2003, dans la mesure où cette disposition prévoit qu'« [a]u sens du règlement sur les services numériques, l'Institut est une autorité compétente dans la limite des compétences fédérales [...] ».

Cette disposition ne pose pas de difficulté, puisque la désignation opérée intervient expressément « dans la limite des compétences fédérales », ce qui implique que, dans l'intention de l'auteur de l'avant-projet, les autres niveaux de pouvoirs procéderont, pour leur part, à la désignation d'une ou plusieurs autorités compétentes au sens de l'article 49 du règlement (UE) 2022/2065, « dans la limite de leurs compétences ».

Dans ces mêmes limites, conformément à l'article 49, paragraphe 4, du règlement (UE) 2022/2065, les autorités compétentes ainsi désignées seront chacune titulaires des mêmes droits et obligations que ceux conférés au coordinateur par les articles 50, 51 et 56 du règlement (UE) 2022/2065, en ce compris les pouvoirs d'investigation et de sanctions.

7.3. Selon l'article 49, paragraphe 2, du règlement (UE) 2022/2065, les États membres doivent en outre désigner chacun un coordinateur parmi les différentes autorités compétentes, désignées en exécution du paragraphe 1 du même article, coordinateur qui sera « responsable de toutes les questions en lien avec la surveillance et l'exécution du présent règlement dans cet État membre, sauf si l'État membre concerné a assigné certaines missions ou certains secteurs spécifiques à d'autres autorités compétentes ».

En tout état de cause, le coordinateur aura « la responsabilité d'assurer la coordination au niveau national vis-à-vis de ces questions ». Ce même coordinateur sera également le point de relais entre la Commission européenne et les États membres, notamment pour les inspections prévues à l'article 69 du règlement (UE) 2022/2065 ²¹.

Il en résulte que, s'il incombe, dans un premier temps, à chaque niveau de pouvoir de désigner une ou plusieurs « autorités compétentes » dans les limites de ses compétences, il ne pourra être désigné, dans un second temps, qu'un seul coordinateur pour l'État belge, lequel devra être choisi parmi les différentes « autorités compétentes », conformément à l'article 49, paragraphe 2, du règlement (UE) 2022/2065.

Au regard de la répartition des compétences au sein de la Belgique fédérale, il ne peut être admis qu'un niveau de pouvoir, agissant unilatéralement, désigne lui-même, seul, l'autorité qui sera appelée à remplir les missions et obligations du coordinateur national.

Sur ce point, il convient que les différents niveaux de pouvoir concernés procèdent ensemble et de commun accord à la désignation du coordinateur, parmi les différentes « autorités compétentes » qu'ils auront chacun préalablement désignées. Une telle désignation, exigée par le règlement (UE) 2022/2065, ne peut intervenir que de manière conjointe, ce qui implique dès lors la conclusion d'un accord de coopération qui, compte tenu des pouvoirs et obligations conférés au coordinateur par ce règlement, devra recevoir l'assentiment des législateurs concernés, conformément à l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980.

Cet accord de coopération aura également pour objet de détailler les missions respectives des autorités compétentes et du coordinateur, de sorte que celles-ci soient clairement définies, ainsi que de permettre, entre ces différentes instances, la coopération étroite et efficace requise par l'article 49, paragraphe 2, alinéa 3, du règlement (UE) 2022/2065. Dans ce cadre, l'accord de coopération à conclure devrait accorder une attention particulière aux pouvoirs d'injonction et de sanctions octroyés par le règlement (UE) 2022/2065 aux autorités compétentes et au coordinateur, aux fins de garantir, en particulier, le respect du principe *non bis in idem*, ainsi que le respect des plafonds prévus à l'article 52, paragraphes 3 et 4, de ce règlement.

Par conséquent, l'avant-projet de loi à l'examen ne peut pas procéder unilatéralement à la désignation de l'IBPT en qualité de coordinateur au sens de l'article 49, paragraphe 2, du règlement (UE) 2022/2065, ni renvoyer à la conclusion d'un accord de coopération à venir, qui « fixe[ra] notamment les modalités d'exercice des missions de coordination de l'Institut en tant que coordinateur pour les services numériques, les modalités de coopération et d'échange d'informations avec les autorités compétentes ainsi que la représentation au niveau européen ».

²¹ Voir notamment les paragraphes 6, 7 et 9 de cette disposition.

8. En conclusion, l'avant-projet à l'examen méconnaît les règles répartitrices de compétences entre les différents niveaux de pouvoir au sein de la Belgique fédérale dans la mesure où, d'une part, il désigne unilatéralement l'IBPT comme coordinateur au sens de l'article 49, paragraphe 2, du règlement (UE) 2022/2065 et, d'autre part, il lui attribue certaines missions conférées exclusivement au coordinateur par ce règlement.

Vu l'exigence, découlant de la mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2065, d'une désignation conjointe du coordinateur national parmi les différentes « autorités compétentes », il appartient aux différents niveaux de pouvoir concernés de procéder à la désignation du coordinateur par le biais d'un accord de coopération qui :

1° compte tenu des pouvoirs et obligations conférés au coordinateur par ce règlement, devra recevoir l'assentiment des législateurs concernés conformément à l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 ;

2° et aura également pour objet de détailler les missions respectives des autorités compétentes et du coordinateur, de sorte que celles-ci soient clairement définies et afin de permettre, entre ces différentes instances, la coopération étroite et efficace requise par l'article 49, paragraphe 2, du règlement (UE) 2022/2065.

Il se recommande en outre que cet accord de coopération appréhende notamment l'exercice des pouvoirs d'injonction et de sanction accordés par le règlement (UE) 2022/2065 aux autorités compétentes et au coordinateur, aux fins de garantir, en particulier, le respect du principe *non bis in idem* ainsi que des plafonds consacrés par l'article 52, paragraphes 3 et 4, de ce règlement.

9. Il résulte de ce qui précède que les dispositions en projet sont examinées ci-après uniquement dans la mesure où elles confient des missions à l'IBPT en tant qu'« autorité compétente » au sens de l'article 49, paragraphe 1^{er} du règlement (UE) 2022/2065, et pas dans la mesure où elles désignent et attribuent des missions à l'IBPT en tant que « coordinateur » au sens de l'article 49, paragraphe 2, du même règlement.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Les compétences de l'État fédéral ici mises en œuvre sont, notamment, la protection des consommateurs, la politique des prix et des revenus, le droit de la concurrence et le droit des pratiques du commerce, ainsi que le droit commercial et le droit des sociétés, sans perdre de vue ses compétences dans les matières biculturelles.

En revanche, l'avant-projet à l'examen est étranger à la matière des télécommunications et à la compétence résiduaire de l'État fédéral dans ce domaine.

La circonstance que l'avant-projet, aux fins d'exécuter le règlement (UE) 2022/2065, envisage de confier à l'IBPT de nouvelles missions, autres que celles relatives aux services postaux et aux télécommunications, n'enlève rien à ce constat ²².

Par conséquent, l'article 9 ²³ de l'accord de coopération du 17 novembre 2006 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone 'relatif à la consultation mutuelle lors de l'élaboration d'une législation en matière de réseaux de communications électroniques, lors de l'échange d'informations et lors de l'exercice des compétences en matière de réseaux de communications électroniques par les autorités de régulation en charge des télécommunications ou de la radiodiffusion et la télévision' n'est pas applicable.

Les formalités prévues par cette disposition ne doivent dès lors pas être accomplies.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Dans son avis 73.211/1-3-4 donné le 28 avril 2023 sur un avant-projet de loi « portant dispositions diverses en matière d'économie », la section de législation a observé, à propos de deux dispositions ayant pour objet de modifier la loi du 17 janvier 2003 'relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges', aux fins d'étendre les compétences de l'IBPT :

« Les articles 89 et 90 de l'avant-projet confient à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après : l'IBPT) des missions de surveillance, de contrôle et d'injonction, ainsi que le pouvoir d'imposer des sanctions administratives, en vue d'assurer le respect des obligations imposées aux fournisseurs de services d'hébergement par le règlement (UE) 2021/784 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 'relatif à la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste en ligne', en ce compris le respect des décisions de retrait de contenus imposées par le Ministère public, désigné par l'article 144bis du Code judiciaire en qualité d'autorité compétente pour l'adoption des mesures visées à l'article 12, paragraphe 1, a) et b), de ce règlement.

²² Ainsi, les « services de la société de l'information » tels que réglés par l'avant-projet et définis par l'article 1^{er}, paragraphe 1, point b), de la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 'prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information' constituent un concept différent et distinct de celui de « services de communications électroniques », définis par l'article 2, 4), de la directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 'établissant le code des communications électroniques européen'.

²³ Cette disposition prévoit :

« Un Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision est institué.

Ce comité est composé :

1° du (des) Ministre(s) désigné(s) par le Gouvernement fédéral ;

2° du (des) Ministre(s) désigné(s) par la Communauté flamande ;

3° du (des) Ministre(s) désigné(s) par la Communauté française ;

4° du (des) Ministre(s) désigné(s) par la Communauté germanophone.

Le Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision a pour mission d'organiser de manière concertée, dans le respect des compétences de chacun et selon les modalités et procédures fixées en Comité de concertation, la consultation mutuelle relative aux initiatives respectives concernant la rédaction d'un projet de législation sur la radiodiffusion et les télécommunications ».

Il s'agit ainsi de confier de nouvelles missions à l'IBPT en application d'un règlement européen relatif aux services de la société de l'information, missions qui ne s'inscrivent pas dans le cadre de celles conférées à l'IBPT en tant que régulateur du secteur des communications électroniques ou d'autorité compétente au sens de la directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 'établissant le code des communications électroniques européen'.

Parmi ces nouveaux pouvoirs, l'article 90 de l'avant-projet en particulier envisage de conférer à l'IBPT celui d'adopter des décisions à portée individuelle qui s'imposeront aux fournisseurs de services d'hébergement.

Quant au fait de conférer un pouvoir d'adopter des décisions individuelles à l'IBPT, autorité administrative indépendante non soumise à un contrôle de tutelle, la section de législation a déjà rappelé qu'en substance, au regard du droit européen et de l'arrêt n° 130/2010 de la Cour constitutionnelle du 18 novembre 2010, il est en tout cas admissible de confier à l'IBPT un tel pouvoir, même en l'absence d'un contrôle de tutelle à l'égard des actes concernés, à tout le moins dans les hypothèses où le droit européen requiert expressément l'intervention de l'autorité de régulation agissant de manière parfaitement indépendante et où il existe un contrôle juridictionnel. Au vu de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, il n'est toutefois pas certain que cette possibilité puisse être étendue aux hypothèses dans lesquelles le droit européen n'impose pas l'intervention d'une autorité agissant de manière parfaitement indépendante²⁴.

En l'espèce, comme mentionné précédemment, les nouvelles missions confiées à l'IBPT par le chapitre à l'examen sont étrangères à ses missions d'autorité de régulation nationale ou d'autorité compétente au sens de la directive (UE) 2018/1972.

Pour rappel, l'article 6 de cette directive dispose :

'1. Les États membres garantissent l'indépendance des autorités de régulation nationales et des autres autorités compétentes en faisant en sorte que celles-ci soient juridiquement distinctes et fonctionnellement indépendantes de toute personne physique ou morale assurant la fourniture de réseaux, d'équipements ou de services de communications électroniques. Les États membres qui conservent la propriété ou le contrôle d'entreprises fournissant des réseaux ou des services de communications électroniques veillent à la séparation structurelle effective de la fonction de régulation d'une part, et des activités inhérentes à la propriété ou au contrôle de ces entreprises d'autre part.

2. Les États membres veillent à ce que les autorités de régulation nationales et les autres autorités compétentes exercent leurs pouvoirs de manière impartiale, transparente et au moment opportun. Les États membres veillent à ce qu'elles disposent des ressources techniques, financières et humaines nécessaires pour accomplir les tâches qui leur sont assignées'.

Le règlement (UE) 2021/784 que le chapitre à l'examen entend mettre en œuvre ne comporte aucune disposition similaire à l'article 6 de la directive (UE) 2018/1972 et n'impose pas l'indépendance des autorités compétentes appelées à exercer les missions qu'il est ici envisagé de confier à l'IBPT.

²⁴ Note de bas de page n° 29 de l'avis cité : Avis n° 50.003/4 donné le 26 septembre 2011 sur un avant-projet devenu la loi du 16 mars 2015 'portant modification de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges', *Doc. parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 53-2143/1, pp. 169 à 234 ; voir aussi l'avis n° 69.166/4 donné le 10 juin 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 21 décembre 2021 'portant transposition du code des communications électroniques européen et modification de diverses dispositions en matière de communications électroniques', *Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-2256/1, pp. 309 à 370.

Par conséquent, au regard de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, en particulier son arrêt n° 130/2010 du 18 novembre 2010, la réponse à la question de savoir s'il est admissible de confier à l'IBPT le pouvoir d'adopter les décisions individuelles visées par le chapitre 7 de l'avant-projet, demeure incertaine.

Le chapitre 7 sera réexaminé à la lumière de cette observation »²⁵.

2. L'avant-projet à l'examen entend lui aussi confier de nouvelles missions à l'IBPT en application d'un règlement européen relatif aux services de la société de l'information, missions qui ne s'inscrivent pas dans le cadre de celles conférées à l'IBPT en tant que régulateur du secteur des communications électroniques ou d'autorité compétente au sens de la directive (UE) 2018/1808 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 'établissant le code des communications électroniques européen'.

À la différence du règlement (UE) 2021/784, le règlement (UE) 2022/2065 que l'avant-projet entend mettre en œuvre comporte une disposition qui impose l'indépendance des autorités compétentes appelées à exercer les missions qu'il est ici envisagé de confier à l'IBPT.

Ainsi, l'article 50 du règlement (UE) 2022/2065, qui vise le « coordinateur »²⁶, mais s'applique également aux « autorités compétentes »²⁷, prévoit :

« Exigences applicables aux coordinateurs pour les services numériques

1. Les États membres veillent à ce que les coordinateurs pour les services numériques accomplissent leurs missions au titre du présent règlement de manière impartiale, transparente et en temps utile. Les États membres veillent à ce que leurs coordinateurs pour les services numériques disposent de toutes les ressources nécessaires à l'accomplissement de leurs missions, y compris des ressources techniques, financières et humaines suffisantes pour surveiller correctement tous les fournisseurs de services intermédiaires relevant de leur compétence. Chaque État membre veille à ce que son coordinateur pour les services numériques dispose d'une autonomie suffisante dans la gestion de son budget dans les limites globales du budget, afin de ne pas porter atteinte à l'indépendance du coordinateur pour les services numériques.

2. Lorsqu'ils accomplissent leurs missions et exercent leurs pouvoirs conformément au présent règlement, les coordinateurs pour les services numériques agissent en toute indépendance. Ils restent libres de toute influence extérieure, directe ou indirecte, et ne sollicitent ni n'acceptent aucune instruction d'aucune autre autorité publique ou partie privée.

3. Le paragraphe 2 du présent article est sans préjudice des missions incombant aux coordinateurs pour les services numériques dans le cadre du système de surveillance et d'exécution prévu dans le présent règlement et de la coopération avec les autres autorités compétentes conformément à l'article 49, paragraphe 2. Le paragraphe 2 du présent article n'empêche pas l'exercice d'un contrôle juridictionnel et est également sans préjudice d'exigences proportionnées en matière de responsabilisation en ce qui concerne les activités générales des coordinateurs pour les services numériques, par exemple en ce qui concerne les dépenses financières ou les rapports à communiquer aux parlements nationaux, à

²⁵ *Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 3392/001, pp. 146-178.

²⁶ Au sens de l'article 49, paragraphe 2, du règlement.

²⁷ Au sens de l'article 49, paragraphe 1, du règlement. L'article 50 du règlement est rendu applicable aux « autorités compétentes » par l'article 49, paragraphe 4, du règlement.

condition que ces exigences ne portent pas atteinte à la réalisation des objectifs du présent règlement ».

Les observations formulées dans l'avis 73.211/1-3-4, reproduites ci-avant, ne valent dès lors pas pour l'avant-projet à l'examen.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 3

À l'article XII.20, § 2, alinéa 1^{er}, *in fine*, en projet du Code de droit économique, les mots « par leur intermédiaire » prêtent à confusion en ce qu'ils peuvent laisser entendre que les prestataires de services concernés seraient tenus de communiquer aux autorités judiciaires et administratives des informations à propos d'infractions auxquelles ils auraient pu participer comme auteurs, co-auteurs ou complices.

Or, comme la section de législation l'a rappelé à diverses reprises, « [l]e droit de ne pas s'auto-incriminer, garanti par l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, fait toutefois obstacle à ce qu'une personne, 'pénalement accusée' au sens de cette disposition, puisse être sanctionnée pour avoir refusé de prêter son concours à l'établissement de sa propre culpabilité »²⁸.

Par conséquent, il convient de remplacer les mots « par leur intermédiaire », par une formulation plus adéquate, par exemple par les mots « par un destinataire spécifique de leur service intermédiaire »²⁹.

Chapitre 3

Dans la version française de l'intitulé du chapitre, il y a lieu d'omettre les mots « u Code de droit économique ».

Article 6

1. Au 1^o, c), ii), l'alinéa 1^{er} en projet sera complété par un « l) » et non un « m) ».

²⁸ Avis 60.619/2 donné le 25 janvier 2017 sur un avant-projet devenu la loi du 2 octobre 2017 'réglementant la sécurité privée et particulière', *Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, n° 2388/001, pp. 159-196. Voir aussi les avis 63.296/4 donné le 2 mai 2018 sur un avant-projet devenu la loi du 7 avril 2019 'établissant un cadre pour la sécurité des réseaux et des systèmes d'information d'intérêt général pour la sécurité publique', *Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, n° 3340/001, pp. 75-87 ; 64.879/4 donné le 4 février 2019 sur un avant-projet devenu le décret du 2 mai 2019 'modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne la prévention et la promotion de la santé', *Doc. parl.*, Parl. w., 2018-2019, n° 1332/1, pp. 25-35 et 69.813/2/V donné le 30 août 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 20 juillet 2022 'relative à la certification de cybersécurité des technologies de l'information et des communications et portant désignation d'une autorité nationale de certification de cybersécurité', *Doc. parl.*, Chambre, 2021-2022, n° 2693/001, pp. 75-87.

²⁹ Cette formulation correspond au demeurant mieux à celles utilisées à l'article 10 du règlement (UE) 2022/2065.

2. Au 2°, c), le paragraphe 2, 3°, en projet sera complété par un « k » et non un « l ».

Article 12

1. Le 1°, a), le 1°/2, en projet sera complété afin de mentionner que le pouvoir conféré à l'IBPT s'inscrit dans le cadre du règlement sur les services numériques.
2. Au 2°, dans le paragraphe 7/3, en projet, il convient de remplacer les mots « l'article 51, paragraphe 3, point b) », par les mots « l'article 51, paragraphe 3, alinéa 1^{er}, point b) ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

BEVOEGDHEID

1. Zoals in het opschrift aangegeven wordt, strekt het voorontwerp van wet tot uitvoering van verordening (EU) 2022/2065 van het Europees Parlement en de Raad van 19 oktober 2022 ‘betreffende een eengemaakte markt voor digitale diensten en tot wijziging van Richtlijn 2000/31/EG (digitaledienstenverordening)’.

Zoals in de memorie van toelichting vermeld wordt, ligt die verordening in de lijn van richtlijn 2000/31/EG van het Europees Parlement en de Raad van 8 juni 2000 ‘betreffende bepaalde juridische aspecten van de diensten van de informatiemaatschappij, met name de elektronische handel, in de interne markt (“richtlijn inzake elektronische handel”)

Die richtlijn is in Belgisch recht omgezet bij de wet van 11 maart 2003 ‘betreffende bepaalde juridische aspecten van de diensten van de informatiemaatschappij’ en de wet van 11 maart 2003 ‘betreffende bepaalde juridische aspecten van de diensten van de informatiemaatschappij als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet’, waarvan de bepalingen zonder inhoudelijke wijzigingen gecodificeerd zijn, waardoor het dispositief van beide wetten sindsdien opgenomen is in titel 1 van boek XII van het Wetboek van economisch recht.

Dat de federale Staat bevoegd was om die richtlijn om te zetten, is door het Grondwettelijk Hof erkend.

Zo heeft het Grondwettelijk Hof in arrest nr. 132/2004 van 14 juli 2004 het volgende geoordeeld:

“B.11.1. Bij de afbakening van de wederzijdse bevoegdheid van de Staat en de gemeenschappen inzake elektronische informatievoorziening dient voor ogen te worden gehouden dat de radio-omroep en televisie aan de gemeenschappen is toevertrouwd als culturele aangelegenheid. De federale wetgever is bevoegd om de andere aspecten van de diensten van de informatiemaatschappij te regelen, enerzijds, op basis van zijn residuaire bevoegdheid en, anderzijds, op basis van de hem voorbehouden bevoegdheid, onder meer inzake de economie, waartoe behoren de algemene regels inzake de bescherming van de verbruiker, het prijsbeleid, het mededingingsrecht, het handelsrecht en de vestigingsvoorwaarden.

B.11.2. In het licht van het bovenstaande dient artikel 2, 1°, van de wet van 11 maart 2003 ‘betreffende bepaalde juridische aspecten van de diensten van de

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

informatiemaatschappij' aldus te worden geïnterpreteerd dat het niet de radio-omroep- en televisiediensten omvat zoals omschreven in B.10.

Onder voorbehoud van die interpretatie, schenden de bestreden bepalingen niet de bevoegdheid van de gemeenschappen zoals bepaald in artikel 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.”

Bovendien heeft het Hof in arrest nr. 155/2020 van 26 november 2020 het volgende geoordeeld:

“B.23.5. Bij artikel 6, § 1, VI, vierde lid, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen wordt aan de federale overheid de bevoegdheid voorbehouden om algemene regels vast te stellen inzake ‘de bescherming van de verbruiker’.

Artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 3°, 4° en 5°, van dezelfde bijzondere wet bepaalt dat alleen de federale overheid bevoegd is voor ‘het prijs- en inkomensbeleid, met uitzondering van de regeling van de prijzen in de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de gewesten en de gemeenschappen behoren, onder voorbehoud van hetgeen bepaald is in artikel 6, § 1, VII, tweede lid, d)’, voor ‘het mededingingsrecht en het recht inzake de handelspraktijken, met uitzondering van de toekenning van kwaliteitslabels en oorsprongbenamingen van regionale of lokale aard’, alsook voor ‘het handelsrecht en het vennootschapsrecht’.

(...)

B.24.2. Bij het arrest dat het op 19 december 2019 in de zaak C-390/18 heeft gewezen, heeft het Hof van Justitie van de Europese Unie (in punt 39) geoordeeld dat een bemiddelingsdienst als die welke de verzoekende partij verricht, ‘die erin bestaat dat via een onlineplatform mogelijke huurders tegen vergoeding in contact worden gebracht met professionele of niet-professionele verhuurders die diensten op het gebied van accommodatie voor een kort verblijf aanbieden, waarbij tegelijk een aantal nevendiensten bij die bemiddelingsdienst wordt aangeboden’, moet worden aangemerkt als een ‘dienst van de informatiemaatschappij’ in de zin van artikel 2, a), van de richtlijn 2000/31/EG en dat die dienst onder die richtlijn valt.

(...)

B.25. De federale overheid is bevoegd om de in B.24.2 bedoelde diensten van de informatiemaatschappij te regelen, op basis van, enerzijds, de haar voorbehouden bevoegdheden inzake economie, zoals vermeld in B.23.5, en anderzijds, haar residuaire bevoegdheid.

B.26. Voor zover zij er niet anders over hebben beschikt, hebben de Grondwetgever en de bijzondere wetgever aan de gemeenschappen en de gewesten de volledige bevoegdheid toegekend tot het uitvaardigen van regels die eigen zijn aan de aan hen toegewezen aangelegenheden. De in B.25 vermelde federale bevoegdheid verhindert de gewesten niet om bepaalde aspecten van de diensten van de informatiemaatschappij te regelen in het kader van de hen toegewezen exclusieve bevoegdheden op voorwaarde dat ze daarbij het evenredigheidsbeginsel respecteren dat eigen is aan elke bevoegdheidstoewijzing.”

2. Uit de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof, in het bijzonder uit arrest nr. 155/2020, volgt dat de federale Staat bevoegd is om de diensten van de informatiemaatschappij te regelen, inzonderheid op grond van zijn residuaire bevoegdheid en van zijn bevoegdheden inzake de bescherming van de verbruiker, het prijs- en inkomensbeleid,¹ het mededingingsrecht en het recht inzake de handelspraktijken, met uitzondering van de toekenning van kwaliteitslabels en oorsprongsbenamingen van regionale en lokale aard, alsook inzake het handelsrecht en het vennootschapsrecht. Dat neemt niet weg dat de gemeenschappen en de gewesten bevoegd zijn om de aspecten van de informatiemaatschappij te regelen die onder hun exclusieve bevoegdheden vallen, op voorwaarde dat zij dat doen met naleving van het evenredigheidsbeginsel dat eigen is aan elke bevoegdheidstoewijzing.

In de zaak die beslecht is bij arrest nr. 155/2020 was de aangevochten bevoegdheid geen federale bevoegdheid maar ging het om de tenuitvoerlegging van de eigen fiscale bevoegdheid die bij artikel 170, § 2, van de Grondwet aan de gewesten opgedragen is. Aangezien de bestreden ordonnantiële bepalingen “enkel van toepassing [waren] op de dienstverleners van de informatiemaatschappij die actief zijn in de sector van het toeristisch logies”, heeft het Hof dus geoordeeld dat “niet [bleek] dat de betwiste informatieplicht de uitoefening door de federale wetgever van zijn bevoegdheden inzake de diensten van de informatiemaatschappij onmogelijk of overdreven moeilijk [maakte], noch dat die plicht de dienstverleners aan wie die informatieplicht [werd] opgelegd, [belette] zich af te stemmen op de regelgeving inzake de diensten van de informatiemaatschappij, waarin is voorzien in boek XII van het Wetboek van economisch recht”.²

Uit die rechtspraak kan redelijkerwijs afgeleid worden dat de gefedereerde entiteiten, in het algemeen, bevoegd zijn om maatregelen tot regeling van bepaalde aspecten van de informatiemaatschappij uit te vaardigen, voor zover die aspecten onder hun exclusieve bevoegdheden vallen, op voorwaarde uiteraard dat de uitoefening van die bevoegdheden het voor de federale wetgever niet onmogelijk of overdreven moeilijk maakt om zijn eigen bevoegdheden uit te oefenen.

Anderzijds volgt uit het arrest van het Grondwettelijk Hof 132/2004 van 14 juli 2004 dat de federale overheid bevoegd is om de diensten van de informatiemaatschappij te regelen, met name op grond van de bevoegdheden waarvan hierboven gewag gemaakt is, voor zover dit geen betrekking heeft op de radio-omroep- en televisiediensten waarvoor de gemeenschappen bevoegd zijn en dus voor zover de regeling de bevoegdheid van de gemeenschappen niet doorkruist.

Het is in het licht van de beginselen die uit de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof voortvloeien dat de onderscheiden adviezen van de afdeling Wetgeving waarvan in de adviesaanvraag gewag gemaakt wordt, begrepen moeten worden en dat het voorontwerp van wet onderzocht moet worden.

¹ Met uitzondering van de regeling van de prijzen in de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de gewesten en de gemeenschappen behoren, onder voorbehoud van hetgeen bepaald is in artikel 6, § 1, VII, tweede lid, d), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’.

² Overweging B.29.

3.1. Wat de vorige adviezen van de afdeling Wetgeving betreft, wordt in de adviesaanvraag allereerst verwezen naar advies 73.211/1-3-4 van 28 april 2023 over een wetsontwerp “houdende diverse bepalingen inzake economie”.³

De artikelen 89 en 90 van het voorontwerp van wet waarover advies 73.211/1-3-4 gegeven is, hebben geen aanleiding gegeven tot enige opmerking van de afdeling Wetgeving met betrekking tot de bevoegdheid van de federale overheid om de voorgenen maatregelen uit te vaardigen.

In dat verband dient herinnerd te worden aan het volgende, wat in advies 73.211/1-3-4 benadrukt is:

“Bij de artikelen 89 en 90 van het voorontwerp worden aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna: het BIPT) taken inzake toezicht, controle en injunctie toevertrouwd en de bevoegdheid opgedragen om administratieve sancties op te leggen om te zorgen voor de naleving van de verplichtingen die aan de aanbieders van hostingdiensten opgelegd worden bij verordening (EU) 2021/784 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2021 ‘inzake het tegengaan van de verspreiding van terroristische online-inhoud’, met inbegrip van de naleving van de beslissingen tot verwijdering van inhoud die opgelegd worden door het openbaar ministerie, dat bij artikel 144bis van het Gerechtelijk Wetboek aangewezen is als de bevoegde instantie voor het treffen van de maatregelen bedoeld in artikel 12, 1, a) en b), van die verordening.

Het is de bedoeling om aldus met toepassing van een Europese verordening betreffende de diensten van de informatiemaatschappij aan het BIPT nieuwe taken toe te vertrouwen die niet passen in het kader van de taken die aan het BIPT toegewezen zijn als regulator van de sector van de elektronische communicatie of als bevoegde instantie in de zin van richtlijn (EU) 2018/1972 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ‘tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische communicatie’.

Inzonderheid artikel 90 van het voorontwerp strekt ertoe aan het BIPT als nieuwe bevoegdheid onder meer de bevoegdheid te verlenen om beslissingen met individuele strekking te nemen ten aanzien van de aanbieders van hostingdiensten.”

De verordening die men bij de artikelen 89 en 90 in kwestie ten dele ten uitvoer wenste te leggen, is dan ook een specifieke verordening die, in tegenstelling tot de verordening tot de tenuitvoerlegging waarvan voorliggend voorontwerp strekt, gekenmerkt wordt door een duidelijk omschreven operationele doelstelling, te weten de bestrijding van terrorisme. In intern recht heeft alleen de federale wetgever ter zake actie ondernomen door aan de federale procureur de bevoegdheid op te dragen om ten aanzien van aanbieders van hostingdiensten het bevel uit te vaardigen terroristische inhoud te verwijderen, overeenkomstig artikel 144bis, § 2, 4°, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 26 december 2022.⁴

³ *Parl.St.* Kamer 2022-23, nr. 3392/001, 146-178.

⁴ In advies 72.359/1-2 van 16 november 2022 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 26 december 2022 ‘betreffende de vermelding van de rechtsmiddelen en houdende diverse bepalingen in gerechtelijke zaken’, *Parl.St.* Kamer 2022-23, nr. 3046/001, 51-70, heeft de afdeling Wetgeving geen opmerking gemaakt inzake bevoegdheid, met betrekking tot de bepaling die geleid heeft tot artikel 144bis, § 2, 4°, van het Gerechtelijk Wetboek.

Aangezien de bestrijding van terrorisme onder de bevoegdheid van de federale overheid valt op grond van, hoofdzakelijk, haar bevoegdheden inzake strafrecht alsook inzake politie, openbare veiligheid en bescherming, staat niets eraan in de weg dat de federale Staat, binnen de perken van zijn bevoegdheden, enerzijds, aan de federale procureur de bevoegdheid verleent tot het opstellen en verzenden van bevelen tot het verwijderen van terroristische inhoud en, anderzijds, het BIPT belast met opdrachten inzake het toezicht op de naleving van verordening (EU) 2021/784 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2021 ‘inzake het tegengaan van de verspreiding van terroristische online-inhoud’, met inbegrip van de naleving van de bevelen die van het openbaar ministerie uitgaan.

In dat verband dient bovendien onderstreept te worden dat het toezicht op welke inhoud dan ook van audiovisuele of auditieve media niet *ipso facto* onder de bevoegdheid van de gemeenschappen op grond van artikel 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ valt.⁵

Zo heeft de afdeling Wetgeving, in verband met de reclame voor bepaalde producten, in advies 67.724/2/V⁶ opgemerkt dat de gemeenschappen ondanks hun bevoegdheden inzake audiovisuele en de auditieve mediadiensten niet bevoegd zijn tot het regelen van de uitzending, door uitgevers van audiovisuele mediadiensten en aanbieders van videoplatformdiensten, van reclameboodschappen met betrekking tot onder andere alcoholische dranken, wapens, sigaretten en andere tabaksproducten, met inbegrip van elektronische sigaretten en de vullingen ervan, en producten die glyfosaat bevatten, aangezien de bevoegdheid inzake die aangelegenheden tot de federale Staat behoort.

Volgens die logica gaven de artikelen 89 en 90 van het voorontwerp waarover advies 73.211/1-3-4 gegeven is, geen aanleiding tot opmerkingen inzake de bevoegdheid van de steller van het voorontwerp.

3.2. Wat meer specifiek de adviespraktijk betreft in verband met de tenuitvoerlegging van verordening (EU) 2022/2065, dient rekening gehouden te worden met advies 73.934/3 waarin de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt heeft:

“3.1. De gemeenschappen zijn overeenkomstig artikel 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ bevoegd voor ‘de inhoudelijke en technische aspecten van de audiovisuele en de auditieve mediadiensten’.

Bij de Zesde Staatshervorming is de omschrijving van de omroepbevoegdheid van de gemeenschappen in die zin geherformuleerd en aldus aangepast aan de ingrijpende technologische evoluties en de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof.⁷ De term

⁵ Niettegenstaande ze wel onder de bevoegdheid van de gemeenschappen kan vallen.

⁶ Advies 67.724/2/V van 9 september 2020 over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van 4 februari 2021 ‘betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten’, *Parl.St. Fr.Parl* 2020-21, nr. 187/1, 254-310.

⁷ Voetnoot 2 van het geciteerde advies: Zie o.m.: Y. PEETERS, “De bevoegdheidsverdeling inzake omroep, telecommunicatie en filmkeuring: kinderen niet toegelaten” in J. VELAERS e.a. (eds.), *De zesde staatshervorming: instellingen, bevoegdheden en middelen*, Antwerpen, Intersentia, 2014, 345-366; J. THEUNIS, “De bevoegdheidsoverdrachten inzake media” in A. ALEN e.a. (eds.), *Het federale België na de Zesde Staatshervorming*, Brugge, die Keure, 2014, 535-546; R. DEBILIO, R. QUECK en D. STEVENS, “La répartition des compétences en matière de communications électroniques après la sixième réforme de l’État: statut quo ou départ vers de nouveaux rivages?”, *TRNI* 2014, 389-402.

‘audiovisuele mediadienst’ is ontleend aan de richtlijn audiovisuele mediadiensten (hierna: AVMD-richtlijn).⁸ Het was de bedoeling om de bestaande bevoegdheidsverdeling te bevestigen, niet om ze te wijzigen.⁹

3.2. Het Grondwettelijk Hof heeft in arrest nr. 132/2004 van 14 juli 2004 de inhoudelijke en functionele criteria op grond waarvan ‘telecommunicatie’ (federale bevoegdheid) en ‘omroep’ (thans: mediadiensten) (gemeenschapsbevoegdheid) van elkaar te onderscheiden zijn als volgt samengevat:

‘B.10.1. De radio-omroep, die de televisie omvat, kan van de andere vormen van telecommunicatie worden onderscheiden doordat een radio-omroepprogramma openbare informatie verspreidt en vanuit het oogpunt van degene die uitzendt, bestemd is voor het publiek in het algemeen of voor een deel ervan en geen vertrouwelijk karakter heeft. Diensten die geïndividualiseerde en door een vorm van vertrouwelijkheid gekenmerkte informatie leveren, vallen daarentegen niet onder de radio-omroep en behoren tot de bevoegdheid van de federale wetgever.

B.10.2. Doorslaggevend voor radio-omroep en televisie is het ter beschikking stellen van openbare informatie voor het publiek in het algemeen. In een evolutieve interpretatie van het omroepbegrip omvat dit ook het uitzenden op individueel verzoek. Omroepactiviteiten verliezen niet hun aard omdat met de evolutie van de techniek aan de kijker of luisteraar een ruimere mogelijkheid van eigen keuze wordt geboden.’¹⁰

De essentiële kenmerken ter aflijning van mediadiensten ten opzichte van telecommunicatie zijn volgens het Grondwettelijk Hof derhalve het criterium van de bestemming (voor het publiek in het algemeen) en het karakter van de informatie (openbare informatie).

3.3. In advies 68.221/3 van 16 december 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, op grond van die criteria tot het besluit gekomen dat de regeling van videoplatformdiensten tot de bevoegdheid van de gemeenschappen behoort. De Raad oordeelde:

‘6. Bij richtlijn (EU) 2018/1808 is de AVMD-Richtlijn uitgebreid met regels voor de videoplatformdiensten. Die diensten zijn te onderscheiden van de audiovisuele mediadiensten op grond van het gegeven of de aanbieder al of niet de redactionele verantwoordelijkheid draagt voor de aangeboden programma’s of video’s.

In artikel 1, lid 1, a), van de AVMD-richtlijn wordt ‘audiovisuele mediadienst’ omschreven als

‘i) een dienst in de zin van de artikelen 56 en 57 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, indien het hoofddoel van de dienst of een losstaand gedeelte daarvan bestaat uit de levering van programma’s voor het algemene publiek, onder de redactionele verantwoordelijkheid van een aanbieder van mediadiensten, ter informatie, vermaak of educatie door middel van elektronische communicatienetwerken in de zin van artikel 2, onder a), van Richtlijn 2002/21/EG; bedoelde audiovisuele mediadiensten zijn

⁸ Voetnoot 3 van het geciteerde advies: Richtlijn 2010/13/EU van het Europees Parlement en de Raad van 10 maart 2010 ‘betreffende de coördinatie van bepaalde wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in de lidstaten inzake het aanbieden van audiovisuele mediadiensten (Richtlijn audiovisuele mediadiensten)’.

⁹ Voetnoot 4 van het geciteerde advies: Parl.St. Senaat 2012-13, nr. 5-2232/1, 21; adv.RvS 53.932/AV van 27 augustus 2013 over een voorstel dat heeft geleid tot de bijzondere wet van 6 januari 2014 ‘met betrekking tot de Zesde Staatshervorming’, Parl.St. Senaat 2012-13, nr. 5-2232/3, 5.

¹⁰ Voetnoot 5 van het geciteerde advies: GwH nr. 132/2004 van 14 juli 2004, B.10.1 en B.10.2. In dezelfde zin: GwH 22 september 2004, nr. 155/2004, B.4.1 en B.4.2; GwH 13 juli 2005, nr. 128/2005, B.7.2; GwH 9 juli 2013, nr. 95/2013, B.3.3.

hetzij televisie-uitzendingen als gedefinieerd onder e) van dit lid hetzij audiovisuele mediadiensten op aanvraag als gedefinieerd onder g) van dit lid;

ii) audiovisuele commerciële communicatie’.

In artikel 1, lid 1, a *bis*), van de AVMD-richtlijn wordt ‘videoplatformdienst’ gedefinieerd als

‘een dienst in de zin van de artikelen 56 en 57 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, indien het hoofddoel van de dienst of een daarvan losstaand gedeelte of een essentiële functie van de dienst bestaat in het aanbieden van programma’s, door gebruikers gegenereerde video’s, of beide, aan het algemene publiek, waarvoor de aanbieder van het videoplatform geen redactionele verantwoordelijkheid draagt, ter informatie, vermaak of educatie via elektronische-communicatienetwerken in de zin van artikel 2, onder a), van Richtlijn 2002/21/EG en waarvan de organisatie wordt bepaald door de aanbieder van het videoplatform, onder meer met automatische middelen of algoritmen, met name door weergeven, taggen en rangschikken’.

7. Het feit dat in de AVMD-richtlijn de videoplatformdiensten aan aparte regels worden onderworpen en te onderscheiden zijn van de mediadiensten,¹¹ mag echter niet doen besluiten dat videoplatformdiensten daardoor internrechtelijk niet als mediadiensten in de zin van artikel 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 te beschouwen zouden zijn. De Europeesrechtelijke kwalificatie is daarbij immers niet doorslaggevend, wel de internrechtelijke kwalificatie.

Op grond van de criteria ‘bestemming’ en ‘karakter van de informatie’ die het Grondwettelijk Hof hanteert, moet worden besloten dat videoplatformdiensten onder de bevoegdheid van de gemeenschappen vallen. Uit de omschrijving van ‘videoplatformdienst’ in artikel 1, lid 1, a *bis*), van de AVMD-richtlijn, die in het interne recht moet worden overgenomen (zie het ontworpen artikel 2, 45°/1, van het Mediadecreet – artikel 3, 10°, van het voorontwerp), blijkt immers dat het gaat om het aanbieden van programma’s of video’s aan het publiek in het algemeen, zodat het niet om geïndividualiseerde en door een vorm van vertrouwelijkheid gekenmerkte informatie gaat.

8. Het besluit is derhalve dat de Vlaamse Gemeenschap bevoegd is om de bepalingen van de AVMD-richtlijn inzake de videoplatformdiensten om te zetten.”¹²

3.4. Uit de ontworpen regeling kan worden opgemaakt dat videoplatformdiensten moeten worden beschouwd als tussenhandeldiensten in de zin van het ontworpen artikel 2, 56°, van het decreet van 27 maart 2009. De regeling van de videoplatformdiensten wordt immers ondergebracht in titel 2 van deel III/1 van dat decreet, dat betrekking heeft op de tussenhandeldiensten.

¹¹ Voetnoot 6 van het geciteerde advies: Voetnoot 7 van het aangehaalde advies: Zo zijn er bijvoorbeeld andere regels om te bepalen onder de bevoegdheid van welke lidstaat elk van deze beide soorten van diensten vallen (voor de audiovisuele mediadiensten, zie artikel 2 van de AVMD-richtlijn; voor de videoplatformdiensten, zie artikel 28bis van de AVMD-richtlijn).

¹² Voetnoot 7 van het geciteerde advies: Adv.RvS 68.221/3 van 16 december 2020 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van 19 maart 2021 tot wijziging van het decreet van 27 maart 2009 ‘betreffende radio-omroep en televisie, wat betreft de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2018/1808 van het Europees Parlement en de Raad van 14 november 2018 tot wijziging van Richtlijn 2010/13/EU betreffende de coördinatie van bepaalde wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in de lidstaten inzake het aanbieden van audiovisuele mediadiensten (Richtlijn audiovisuele mediadiensten) in het licht van een veranderende marktsituatie’, *Parl.St.* VI.Parl. 2020-21, nr. 644/1, 159-160.

De gemachtigde bevestigde dat videoplatformdiensten inderdaad als tussenhandeldiensten moeten worden beschouwd:

‘Het begrip ‘videoplatformdienst’ wordt als volgt gedefinieerd in artikel 2, 45°/1 van het Mediadecreet (zie ook artikel 1, lid 1, a *bis*) van de Richtlijn Audiovisuele Mediadiensten):

‘45°/1 videoplatformdienst: een dienst als vermeld in artikel 56 en 57 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, waarbij het hoofddoel van de dienst, een daarvan losstaand gedeelte of een essentiële functie daarvan bestaat in het aanbieden van programma's, door gebruikers gegenereerde inhoud, of beide, aan het algemene publiek, waarvoor de aanbieder van het videoplatform geen redactionele verantwoordelijkheid draagt, ter informatie, vermaak of educatie via elektronische communicatienetwerken en waarvan de organisatie wordt bepaald door de aanbieder van het videoplatform, onder meer met automatische middelen of algoritmen, namelijk door weergeven, taggen en rangschikken;’

Het begrip ‘tussenhandeldienst’ wordt als volgt gedefinieerd in artikel 3, g) van de digitaledienstenverordening:

‘g) ‘tussenhandeldienst’: een van de volgende diensten van de informatiemaatschappij:

i) een ‘mere conduit’-dienst, die bestaat in de doorgifte in een communicatienetwerk van door een afnemer van de dienst verstrekte informatie, of in het verstrekken van toegang tot een communicatienetwerk;

ii) een ‘caching’-dienst, die bestaat in de doorgifte in een communicatienetwerk van door een afnemer van de dienst verstrekte informatie, waarbij die informatie automatisch, tussentijds en tijdelijk wordt opgeslagen met als enige doel om de latere doorgifte van die informatie aan andere afnemers van de dienst op hun verzoek doeltreffender te maken;

iii) een ‘hosting’-dienst, die bestaat in de opslag van de door een afnemer van de dienst verstrekte informatie, op diens verzoek;’

Uit de rechtspraak van het Hof van Justitie kan worden afgeleid dat een exploitant van een videoplatformdienst, zoals een sociaalnetwerksite als YouTube¹³, de door de gebruikers van die site verstrekte profielinformatie op zijn servers opslaat, en dat hij dus moet beschouwd worden als een hostingdienstverlener in de zin van artikel 14 van Richtlijn 2000/31/EG¹⁴ en bijgevolg ook van artikel 3, g) van de digitaledienstenverordening, te weten een dienst van de informatiemaatschappij die bestaat in de opslag van de door de afnemer van de dienst verstrekte informatie.

Ook overweging 44 van de Richtlijn (EU) 2018/1808 van 14 november 2018 bepaalt expliciet dat de aanbieders van videoplatforms op wie de Richtlijn Audiovisuele Mediadiensten betrekking heeft, diensten van de informatiemaatschappij in de zin van

¹³ Voetnoot 8 van het geciteerde advies: Voetnoot van het aangehaalde antwoord: Overweging 4 Richtlijn (EU) 2018/1808 van 14 november 2018 bepaalt dat socialemediadiensten videoplatformdiensten uitmaken als aan de voorwaarden van definitie voldaan is. Een opsomming van alle aanbieders van videoplatformdiensten die geïdentificeerd zijn op grond van artikel 28bis, lid 6 van de Richtlijn Audiovisuele Mediadiensten, kan worden teruggevonden op <http://mavise.obs.coe.int/f/ondemand/advanced?typeofservice=4&page=1>. Het betreft de aanbieders van videoplatformdiensten die op het grondgebied van de lidstaten zijn gevestigd of geacht worden te zijn gevestigd. Zoals uit dit overzicht blijkt, zijn Facebook, YouTube, enz. socialemediadiensten die voldoen aan de voorwaarden van de definitie van videoplatformdienst.

¹⁴ Voetnoot 9 van het geciteerde advies: Voetnoot van het aangehaalde antwoord: Vb. Hof van Justitie, Arrest van 16 februari 2012, SABAM t. Netlog (C-360/10), § 27; Hof van Justitie, Arrest van 3 oktober 2019, Eva Glawischnig-Piesczek t. Facebook Ireland (C-18/18), § 22.

Richtlijn 2000/31/EG van het Europees Parlement en de Raad van 8 juni 2000 betreffende bepaalde juridische aspecten van de diensten van de informatiemaatschappij, met name de elektronische handel, in de interne markt (PB L 178 van 17.7.2000, blz. 1) leveren. Dit wordt ook bevestigd door de Europese Commissie in haar opmerkingen van 27 juni 2023 die overgemaakt werden krachtens artikel 5, lid 2, van Richtlijn (EU) 2015/1535 van 9 september 2015.¹⁵

Overweging 10 en artikel 2, lid 4, a) van de digitaledienstenverordening bevestigen in dat verband overigens opnieuw dat videoplatforms in de zin van de Richtlijn Audiovisuele Mediadiensten wel degelijk ook tussenhandeldiensten zijn in de zin van de digitaledienstenverordening.

Aldus kan geconcludeerd worden dat een videoplatformdienst in de zin van artikel 2, 45°/1 van het Mediadecreet (en artikel 1, lid 1 a *bis*) van de Richtlijn Audiovisuele Mediadiensten) een dienst van de informatiemaatschappij is die ook een ‘tussenhandeldienst’ is in de zin van de digitaledienstenverordening.”

3.5. In zoverre de ontworpen regeling van tussenhandeldiensten betrekking heeft op videoplatformdiensten geldt het besluit van advies 68.221/3 onverkort.

3.6. Er blijken evenwel ook tussenhandeldiensten te zijn die geen videoplatformdiensten zijn in de zin van artikel 2, 45°/1, van het decreet van 27 maart 2009. De gemachtigde verklaarde dienaangaande:

‘Zoals aangegeven in de toelichting bij vraag 1, zijn videoplatformdiensten een specifieke categorie van tussenhandeldiensten in de zin van de digitaledienstenverordening.

Tussenhandeldiensten in de zin van de digitaledienstenverordening omvatten daarnaast evenwel ook andere hostingdiensten dan alleen de videoplatformdiensten, evenals mere conduit-diensten en cachingdiensten.

De nieuwe Titel I van Deel III/1 bevat de algemene bepalingen die van toepassing zijn op alle tussenhandeldiensten die betrekking hebben op omroepactiviteiten, terwijl de nieuwe Titel II van Deel III/1 de bestaande regels omvat die van toepassing zijn op de videoplatformdiensten als specifieke categorie van tussenhandeldiensten.’

De vraag rijst of, en in welke mate, de gemeenschappen bevoegd zijn om ook die diensten te regelen.

3.7. In artikel 3, g), van de digitaledienstenverordening wordt het begrip ‘tussenhandeldienst’ gedefinieerd als volgt:

“‘tussenhandeldienst’: een van de volgende diensten van de informatiemaatschappij:

i) een ‘mere conduit’-dienst, die bestaat in de doorgifte in een communicatienetwerk van door een afnemer van de dienst verstrekte informatie, of in het verstrekken van toegang tot een communicatienetwerk;

ii) een ‘caching’-dienst, die bestaat in de doorgifte in een communicatienetwerk van door een afnemer van de dienst verstrekte informatie, waarbij die informatie automatisch,

¹⁵ Voetnoot 10 van het geciteerde advies: Voetnoot van het aangehaalde antwoord: Europese Commissie, Kennisgeving 2023/136-137/B, 27 juni 2023, C(2023) 4416 final, opmerkingen met betrekking tot “Decreet tot wijziging van het decreet van 27 maart 2009 betreffende radio-omroep en televisie, wat betreft het stimuleren van de audiovisuele sector door financiële bijdragen aan de productie van audiovisuele werken” en “Besluit van de Vlaamse Regering over het stimuleren van de audiovisuele sector door financiële bijdragen aan de productie van audiovisuele werken”.

tussentijds en tijdelijk wordt opgeslagen met als enige doel om de latere doorgifte van die informatie aan andere afnemers van de dienst op hun verzoek doeltreffender te maken;

iii) een 'hosting'-dienst, die bestaat in de opslag van de door een afnemer van de dienst verstrekte informatie, op diens verzoek;"

3.8. Het is duidelijk dat niet elke tussenhandeldienst, waarbij toegang wordt gegeven tot een communicatienetwerk, of informatie wordt doorgegeven of opgeslagen, kan worden beschouwd als een audiovisuele of auditieve mediadienst in de zin van artikel 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Te dien aanzien moet evenwel worden vastgesteld dat luidens het ontworpen artikel 175/1 van het decreet 27 maart 2009 de ontworpen regeling enkel van toepassing is op tussenhandeldiensten *die betrekking hebben op omroepactiviteiten*. In artikel 2, 25°, van dat decreet wordt het begrip "omroepactiviteit" als volgt gedefinieerd:

'elke activiteit die bestaat in het ter beschikking stellen van bewegende beelden, al dan niet met geluid, of van een reeks van klanken of geluiden bestemd voor het algemene publiek of een deel ervan via elektronische communicatienetwerken. Omroepactiviteit wordt ook wel radio-omroep en televisie genoemd'.

De gemachtigde gaf dienaangaande de volgende toelichting:

'Er dient een onderscheid gemaakt te worden tussen tussenhandeldiensten die betrekking hebben op omroepactiviteiten (vb. YouTube) en tussenhandeldiensten die geen betrekking hebben op omroepactiviteiten (vb. Bol.com). Deze laatste categorie van tussenhandeldiensten valt niet onder de toepassing van de ontworpen titel I.

Instagram en X (het voormalige Twitter) zijn door de Europese Commissie aangeduid als tussenhandeldiensten, meer bepaald als zeer grote onlineplatforms in de zin van artikel 33 van de digitaaldienstenverordening (https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_23_2413).

Het betreft bovendien tussenhandeldiensten waarvan een gedeelte van de diensten erin bestaat om audiovisuele of auditieve openbare informatie (bv. video's, livestreams, podcasts, enz.) in bepaalde gevallen ter beschikking te stellen van het publiek in het algemeen.

Zulke gemengde tussenhandeldiensten waarvan een gedeelte van de diensten erin bestaat om audiovisuele of auditieve openbare informatie ter beschikking te stellen van het publiek in het algemeen, vallen voor dit gedeelte onder de toepassing van de ontworpen Titel I.'

3.9. Uit wat voorafgaat blijkt dat de ontworpen regeling van de tussenhandeldiensten enkel van toepassing is op die diensten in zoverre ze bewegende beelden of geluid doorgeven die bestemd zijn voor het publiek in het algemeen, of aan een deel ervan, en geen vertrouwelijk karakter hebben. Het gaat derhalve niet om diensten die geïndividualiseerde en door een vorm van vertrouwelijkheid gekenmerkte informatie leveren. Ze kunnen dan ook als audiovisuele en auditieve mediadiensten worden beschouwd in de zin van artikel 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Er kan bijgevolg worden besloten dat in die mate de regeling van tussenhandeldiensten tot de bevoegdheid van de Vlaamse Gemeenschap behoort.¹⁶

¹⁶ Advies 73.934/3 van 26 september 2023 over een voorontwerp van decreet van de Vlaamse Gemeenschap "tot wijziging van het decreet van 27 maart 2009 betreffende radio-omroep en televisie tot gedeeltelijke uitvoering van [de] digitaaldienstenverordening".

4. Daaruit volgt dat wat de omzetting en de tenuitvoerlegging van de Europese richtlijnen en verordeningen met betrekking tot de informatiemaatschappij betreft, zoals richtlijn 2000/31/EG, verordening (EU) 2022/2065 of verordening (EU) 2021/784, de federale overheid bevoegd is op grond van verscheidene van haar bevoegdheden, te weten, in het bijzonder, op het stuk van de bescherming van de verbruiker, het prijs- en inkomensbeleid, het mededingingsrecht en het recht inzake de handelspraktijken, het handelsrecht en het vennootschapsrecht, alsook op grond van haar residuaire bevoegdheden, met name op het stuk van strafrecht en politie, specifiek wat de bestrijding van terrorisme betreft. Tevens mag niet uit het oog verloren worden dat de federale Staat bevoegd is inzake biculturele aangelegenheden, met inbegrip van audiovisuele en auditieve mediadiensten, ten aanzien van personen en instellingen gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad die, wegens hun activiteiten, niet beschouwd kunnen worden uitsluitend te behoren tot de Vlaamse Gemeenschap of de Franse Gemeenschap.

De gemeenschappen en de gewesten, hunnerzijds, zijn er in voorkomend geval eveneens toe gehouden richtlijn 2000/31/EG om te zetten en verordening (EU) 2022/2065 ten uitvoer te leggen, voor zover de omzetting van die richtlijn en de tenuitvoerlegging van die verordening vereisen dat aan hen opgedragen bevoegdheden uitgeoefend worden. In dat verband strekt richtlijn 2000/31/EG hoofdzakelijk tot regeling van de elektronische handel; verordening (EU) 2022/2065, harerzijds, past in een net zo transversaal kader als dat van richtlijn 2000/31/EG, een kader dat niet afhangt van de activiteitensectoren in kwestie, terwijl het van ruimere aard is, teneinde het hoofd te bieden aan de uitdagingen van de informatiemaatschappij in verband met nieuwe instrumenten zoals sociale media en online platformen.¹⁷ In de memorie van toelichting worden overigens in dat verband, onder andere, sociale netwerken en platforms voor het delen van video's als voorbeelden gegeven van "tussenhandeldiensten".

5. Wat verordening (EU) 2022/2065 betreft, blijken de gemeenschappen *in casu* bevoegd, op grond van de reeds in advies 73.934/3 gegeven redenen, voor zover die verordening van toepassing is op aanbieders van "tussenhandeldiensten" die, via die diensten, het verspreiden van inhoud van audiovisuele of auditieve media mogelijk maken. In die mate vallen de aanbieders van tussenhandeldiensten aldus onder de bevoegdheid die bij artikel 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 aan de gemeenschappen opgedragen is, binnen de grenzen van die bevoegdheid.¹⁸ Zoals in de adviesaanvraag vermeld wordt, zijn de gemeenschappen bovendien bevoegd inzake jeugdbescherming, overeenkomstig artikel 5, § 1, II, 6°, van de bijzondere wet van

¹⁷ De eerste overweging van die verordening luidt immers als volgt, zoals in de memorie van toelichting in herinnering gebracht wordt:

"Diensten van de informatiemaatschappij en met name tussenhandeldiensten zijn een belangrijk onderdeel geworden van de economie van de Unie en het dagelijks leven van de Unieburgers. Twintig jaar na de vaststelling van het bestaande wettelijke kader dat van toepassing is op dergelijke diensten, dat is vastgelegd in Richtlijn 2000/31/EG van het Europees Parlement en de Raad, hebben nieuwe en innovatieve bedrijfsmodellen en diensten, zoals sociale onlinenetwerken en onlineplatforms die consumenten de mogelijkheid bieden om overeenkomsten op afstand te sluiten met handelaren, het mogelijk gemaakt voor zakelijke gebruikers en consumenten om op nieuwe manieren informatie te verstrekken en toegang te krijgen tot informatie en transacties te verrichten. Een meerderheid van de Unieburgers maakt nu dagelijks gebruik van die diensten. De digitale transformatie en het toegenomen gebruik van die diensten hebben echter ook nieuwe risico's en uitdagingen meegebracht voor individuele afnemers van de betrokken dienst, voor bedrijven en voor de samenleving als geheel."

¹⁸ Zo blijft de federale Staat, zoals hierboven uiteengezet, bevoegd om de reclame voor bepaalde producten te regelen.

8 augustus 1980,¹⁹ alsook inzake het jeugdbeleid, overeenkomstig artikel 4, 7°, van dezelfde wet; die bevoegdheden moeten in verband gebracht worden met artikel 28 van verordening (EU) 2022/2065, dat betrekking heeft op de bescherming van minderjarigen die online zijn.²⁰

6. De steller van het voorontwerp erkent voorts dat de gefedereerde entiteiten bevoegd zijn om verordening (EU) 2022/2065 gedeeltelijk ten uitvoer te leggen, in de mate van hun bevoegdheden.

Zo staat in de memorie van toelichting:

“In dat kader steunt het Belgische governancestelsel op de implementatie van drie instrumenten:

– een federale wet die de verordening 2022/2065 implementeert, kent het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna ‘BIPT’) de taken van de DSA toe die niet alleen betrekking hebben op de toezichthoudende autoriteit die bevoegd is om toezicht te houden op de bepalingen van de verordening die onder de federale bevoegdheid vallen, maar ook op de rol van de digitaaldienstencoördinator;

– decreten die op het niveau van de gefedereerde entiteiten worden genomen om hun bevoegde autoriteiten aan te stellen voor het toezicht van de bepalingen die onder hun bevoegdheid vallen;

– een samenwerkingsovereenkomst tussen de federale overheid en de gemeenschappen om met name de regelingen voor samenwerking en uitwisseling van informatie tussen de bevoegde autoriteiten en de digitaaldienstencoördinator vast te leggen.”

In de memorie van toelichting staat eveneens:

“Omwille van de doeltreffendheid, de zichtbaarheid en de naleving van de geest van de DSA, moet een veelheid aan bevoegde autoriteiten naast de nationale grondwettelijke vereisten zoveel mogelijk worden vermeden.

¹⁹ Met uitzondering van:

- a) de burgerrechtelijke regels met betrekking tot het statuut van de minderjarigen en van de familie, zoals die vastgesteld zijn door het Burgerlijk Wetboek en de wetten tot aanvulling ervan;
- b) de strafrechtelijke regels waarbij gedragingen die inbreuk plegen op de jeugdbescherming, als misdrijf worden omschreven en waarbij op die inbreuken straffen worden gesteld, met inbegrip van de bepalingen die betrekking hebben op de vervolgingen, onverminderd artikel 11 en artikel 11bis;
- c) de organisatie van de jeugdgerechten, hun territoriale bevoegdheid en de rechtspleging voor die gerechten;
- d) de uitvoering van de straffen uitgesproken ten aanzien van minderjarigen die een als een misdrijf omschreven feit hebben gepleegd die uit handen zijn gegeven, behalve voor het beheer van centra die bestemd zijn voor de opvang van deze jongeren tot de leeftijd van drieëntwintig jaar;
- e) de ontzetting uit de ouderlijke macht en het toezicht op de gezinsbijslag of andere sociale uitkeringen.

²⁰ Dat artikel luidt als volgt:

- “1. Aanbieders van voor minderjarigen toegankelijke onlineplatforms nemen passende en evenredige maatregelen om een hoog niveau van privacy, veiligheid en bescherming van minderjarigen binnen hun dienst te waarborgen.
- 2. Aanbieders van onlineplatforms tonen geen reclame op hun interface op basis van profilering zoals gedefinieerd in artikel 4, punt 4), van Verordening (EU) 2016/679 met gebruikmaking van persoonsgegevens van de afnemer van de dienst wanneer zij zich er met redelijke zekerheid van bewust zijn dat de afnemer van de dienst minderjarig is.
- 3. De naleving van de in dit artikel vastgestelde verplichtingen verplicht aanbieders van onlineplatforms niet om aanvullende persoonsgegevens te verwerken om te beoordelen of de afnemer van de dienst minderjarig is.
- 4. Na raadpleging van de digitaaldienstenraad kan de Commissie richtsnoeren opstellen om aanbieders van onlineplatforms bij te staan bij de toepassing van lid 1.”

In de zin van de digitaledienstenverordening is het Instituut een bevoegde autoriteit binnen de grenzen van de federale bevoegdheden.

De aanstelling door de gemeenschappen van bevoegde toezichtautoriteiten voor bepaalde afgebakende aspecten van de DSA is gerechtvaardigd met het oog op hun grondwettelijke bevoegdheden, mits ze bij het uitvoeren van hun taak het evenredigheidsbeginsel naleven dat eigen is aan elke toewijzing van bevoegdheden, om de grenzen van de federale bevoegdheid inzake tussenhandeldiensten van de informatiemaatschappij niet te overschrijden (GwH 14 juli 2004, 132/2004; GwH. 26 november 2020, 155/2020)."

In die context strekt artikel 6 van het voorontwerp ertoe artikel 14, § 1, van de wet van 17 januari 2003 'met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector' als volgt aan te vullen:

"In de zin van de digitaledienstenverordening is het Instituut een bevoegde autoriteit binnen de grenzen van de federale bevoegdheden en de digitaledienstencoördinator overeenkomstig artikel 49 van dezelfde verordening.

Overeenkomstig artikel 49, 2, derde lid, van de digitaledienstenverordening werkt het Instituut samen met de andere bevoegde autoriteiten en wisselt het daartoe alle informatie uit die relevant is voor de uitvoering van de taken van de digitaledienstencoördinator en de bevoegde autoriteiten.

In een samenwerkingsakkoord worden met name de modaliteiten voor de uitvoering van de coördinatietaken van het Instituut als digitaledienstencoördinator, de modaliteiten voor de samenwerking en uitwisseling van informatie met de bevoegde autoriteiten alsook de vertegenwoordiging op Europees niveau vastgelegd."

In de toelichting bij het artikel staat in dat verband het volgende:

"Paragraaf 1 van artikel 14 wordt aangevuld met de nieuwe opdrachten van het BIPT, als bevoegde autoriteit en digitaledienstencoördinator (in de zin van de verordening 2022/2065), alsook met de nieuwe bepalingen waarvan het de naleving controleert en waarop het, bijgevolg, inbreuken zal kunnen bestraffen.

Voor zover er andere bevoegdheidsniveaus bij betrokken zijn, zal een samenwerkingsakkoord met alle of sommige van de gefedereerde entiteiten het wettelijke kader vervolledigen om te voldoen aan de vereisten van verordening 2022/2065 betreffende de modaliteiten voor de uitvoering van de coördinatietaken van het BIPT als DSC, de modaliteiten voor de samenwerking en uitwisseling van informatie met de bevoegde autoriteiten alsook de vertegenwoordiging op Europees niveau."

7. De vraag rijst evenwel of de regeling die bij het voorontwerp van wet ingevoerd wordt op alle punten in overeenstemming is met de bevoegdheidsverdelende regels bepaald in de Grondwet en in de wetten tot hervorming der instellingen.

Die vraag moet onderzocht worden in het licht van de mechanismen waarin het voorontwerp voorziet maar eveneens rekening houdend met die welke opgelegd worden bij verordening (EU) 2022/2065, in bijzonder wat de "digitaledienstencoördinator" betreft.

7.1. Artikel 49 van verordening (EU) 2022/2065 luidt als volgt:

“1. De lidstaten duiden een of meer bevoegde autoriteiten aan als verantwoordelijke voor het toezicht op aanbieders van tussenhandeldiensten en de uitvoering van deze verordening (“bevoegde autoriteiten”).

2. De lidstaten duiden een van de bevoegde autoriteiten aan als hun digitaledienstencoördinator. De digitaledienstencoördinator is verantwoordelijk voor alle kwesties die verband houden met het toezicht op en de handhaving van deze verordening in die lidstaat, tenzij de betrokken lidstaat bepaalde specifieke taken of sectoren aan andere bevoegde autoriteiten heeft toegewezen. De digitaledienstencoördinator is in elk geval verantwoordelijk voor de coördinatie op nationaal niveau in verband met deze kwesties en voor het bijdragen tot het doeltreffend en consistent toezicht houden op en handhaven van deze verordening binnen de hele Unie.

Hiertoe werken digitaledienstencoördinatoren samen met elkaar, met andere nationale bevoegde autoriteiten, met de digitaledienstenraad en met de Commissie, zonder afbreuk te doen aan de mogelijkheid voor de lidstaten om te voorzien in samenwerkingsmechanismen en regelmatige gedachtewisselingen tussen de digitaledienstencoördinator en andere nationale autoriteiten indien dit relevant is voor de uitvoering van hun respectieve taken.

Indien een lidstaat naast de digitaledienstencoördinator één of meer bevoegde autoriteiten aanwijst, moet hij ervoor zorgen dat de respectieve taken van die autoriteiten en van de digitaledienstencoördinator duidelijk gedefinieerd zijn en dat zij nauw en doeltreffend samenwerken bij de uitvoering van hun taken.

3. De lidstaten duiden de digitaledienstencoördinatoren aan uiterlijk op 17 februari 2024.

De lidstaten delen de naam van hun bevoegde autoriteit die is aangeduid als digitaledienstencoördinator alsook informatie over hoe deze kan worden bereikt, mee aan de Commissie en de digitaledienstenraad. De betrokken lidstaat deelt de naam en de respectieve taken van de andere bevoegde autoriteiten als bedoeld in lid 2 mee aan de Commissie en de digitaledienstenraad.

4. De in de artikelen 50, 51 en 56 bis uiteengezette bepalingen die gelden voor digitaledienstencoördinatoren zijn ook van toepassing op eventuele andere bevoegde autoriteiten die de lidstaten krachtens lid 1 van dit artikel aanwijzen.”

7.2. Bij dat artikel worden de lidstaten verplicht om een of meer bevoegde autoriteiten aan te duiden als verantwoordelijke voor het toezicht op aanbieders van tussenhandeldiensten en op de uitvoering van verordening (EU) 2022/2065.

Overeenkomstig de regels betreffende de bevoegdheidsverdeling binnen het federale België die hierboven in herinnering gebracht zijn, is voor de nakoming van die verplichting vereist dat elk bevoegdheidsniveau een of meer bevoegde autoriteiten aanduidt die onder hem ressorteren en die door hem belast worden met het toezicht op de aanbieders van tussenhandeldiensten en op de tenuitvoerlegging van die verordening, binnen de perken van de bevoegdheden op grond waarvan het betrokken bevoegdheidsniveau optreedt om te voorzien in de tenuitvoerlegging van de verordening (EU) 2022/2065.

Bij het ontworpen artikel 14, § 1, tweede lid, van de wet van 17 januari 2003 wordt die autoriteit aangeduid voor zover in dat artikel bepaald wordt dat “[het Instituut i]n de zin van de digitaaldienstenverordening (...) een bevoegde autoriteit [is] binnen de grenzen van de federale bevoegdheden (...)”.

Die bepaling doet geen problemen rijzen, aangezien die aanduiding uitdrukkelijk plaatsvindt “binnen de grenzen van de federale bevoegdheden”, wat impliceert dat, volgens de bedoeling van de steller van het voorontwerp, de andere bevoegdheidsniveaus, hunnerzijds, een of meer bevoegde autoriteiten in de zin van artikel 49 van de verordening (EU) 2022/2065 zullen aanduiden “binnen de grenzen van hun bevoegdheden”.

Binnen diezelfde grenzen zal iedere aldus aangeduide bevoegde autoriteit, overeenkomstig artikel 49, lid 4, van verordening (EU) 2022/2065, dezelfde rechten en plichten hebben als die welke bij de artikelen 50, 51 en 56 van verordening (EU) 2022/2065 aan de coördinator toegekend worden, met inbegrip van de bevoegdheden onderzoeken in te stellen en sancties op te leggen.

7.3. Luidens artikel 49, lid 2, van verordening (EU) 2022/2065, moet iedere lidstaat bovendien onder de onderscheiden bevoegde autoriteiten die ter uitvoering van lid 1 van hetzelfde artikel aangeduid zijn een coördinator aanduiden die “verantwoordelijk [zal zijn] voor alle kwesties die verband houden met het toezicht op en de handhaving van deze verordening in die lidstaat, tenzij de betrokken lidstaat bepaalde specifieke taken of sectoren aan andere bevoegde autoriteiten heeft toegewezen”.

De coördinator zal “in elk geval verantwoordelijk [zijn] voor de coördinatie op nationaal niveau in verband met deze kwesties”. Diezelfde coördinator zal eveneens optreden als verbindingspunt tussen de Europese Commissie en de lidstaten, inzonderheid voor de inspecties zoals bedoeld in artikel 69 van verordening (EU) 2022/2065.²¹

Daaruit volgt dat, hoewel het in eerste instantie aan elk bevoegdheidsniveau staat om binnen de perken van zijn bevoegdheden een of meer “bevoegde autoriteiten” aan te duiden, in tweede instantie voor de Belgische Staat slechts één coördinator aangewezen zal kunnen worden, die, overeenkomstig artikel 49, lid 2, van verordening (EU) 2022/2065, gekozen zal moeten worden uit de onderscheiden “bevoegde autoriteiten”.

Ten aanzien van de verdeling van de bevoegdheden binnen het federale België kan niet aanvaard worden dat een unilateraal handelend bevoegdheidsniveau zelf en alleen de autoriteit aanduidt die de opdrachten en de verplichtingen van de nationale coördinator op zich zal moeten nemen.

Wat dat punt betreft, dienen de onderscheiden betrokken bevoegdheidsniveaus samen en in onderlinge overeenstemming onder de onderscheiden “bevoegde autoriteiten” die ze elk vooraf aangeduid zullen hebben een coördinator aan te duiden. Een dergelijke aanduiding, vereist bij verordening (EU) 2022/2065, kan alleen op gezamenlijke wijze tot stand komen, wat bijgevolg impliceert dat een samenwerkingsakkoord gesloten moet worden waaraan de betrokken

²¹ Zie inzonderheid lid 6, 7 en 9 van die bepaling.

wetgevers, gelet op de bij die verordening aan de coördinator toegewezen bevoegdheden en verplichtingen, hun instemming zullen moeten verlenen, overeenkomstig artikel 92*bis*, § 1, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

In dat samenwerkingsakkoord zullen eveneens de respectieve opdrachten van de bevoegde autoriteiten en van de coördinator uitvoerig beschreven moeten worden, zodat ze duidelijk gedefinieerd zijn, en zal voorzien moeten worden in een nauwe en doeltreffende samenwerking tussen die onderscheiden instanties zoals vereist bij artikel 49, lid 2, derde alinea, van verordening (EU) 2022/2065. In dat kader zou in het te sluiten samenwerkingsakkoord bijzondere aandacht besteed moeten worden aan de injunctie- en sanctiebevoegdheden die bij verordening (EU) 2022/2065 verleend worden aan de bevoegde autoriteiten en aan de coördinator teneinde, in het bijzonder, de naleving te garanderen van het beginsel *non bis in idem* alsook van de plafonds bedoeld in artikel 52, lid 3 en 4, van die verordening.

Bijgevolg mag het BIPT bij voorliggend voorontwerp van wet niet unilateraal aangeduid worden als coördinator in de zin van artikel 49, lid 2, van verordening (EU) 2022/2065 en mag niet verwezen worden naar een toekomstig samenwerkingsakkoord waarin “met name de modaliteiten voor de uitvoering van de coördinatietaken van het Instituut als digitaledienstencoördinator, de modaliteiten voor de samenwerking en uitwisseling van informatie met de bevoegde autoriteiten alsook de vertegenwoordiging op Europees niveau vastgelegd zullen worden”.

8. De conclusie is dan ook dat voorliggend voorontwerp voorbijgaat aan de regels voor de verdeling van de bevoegdheden tussen de onderscheiden bevoegdheidsniveaus binnen het federale België, aangezien, enerzijds, daarbij het BIPT unilateraal aangeduid wordt als coördinator in de zin van artikel 49, lid 2, van verordening (EU) 2022/2065 en, anderzijds, aan het BIPT bepaalde opdrachten toegewezen worden die bij die verordening uitsluitend aan de coördinator verleend worden.

Gelet op het uit de tenuitvoerlegging van verordening (EU) 2022/2065 voortvloeiende vereiste dat de nationale coördinator gezamenlijk aangeduid wordt onder de onderscheiden “bevoegde autoriteiten”, staat het aan de onderscheiden betrokken bevoegdheidsniveaus om de coördinator aan te duiden door middel van een samenwerkingsakkoord:

1° dat, rekening houdend met de bij die verordening aan de coördinator verleende bevoegdheden en verplichtingen, overeenkomstig artikel 92*bis*, § 1, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 de instemming zal moeten verkrijgen van de betrokken wetgevers;

2° waarin eveneens de respectieve opdrachten van de bevoegde autoriteiten en van de coördinator uitvoerig beschreven zullen moeten worden zodat ze duidelijk gedefinieerd zijn en waarbij tussen die onderscheiden instanties een nauwe en doeltreffende samenwerking tot stand gebracht wordt, zoals vereist bij artikel 49, lid 2, van verordening (EU) 2022/2065.

Het verdient bovendien aanbeveling dat in dat samenwerkingsakkoord inzonderheid de bij verordening (EU) 2022/2065 aan de bevoegde autoriteiten en aan de coördinator verleende injunctie- en sanctiebevoegdheden afgebakend worden teneinde de naleving te garanderen van in

het bijzonder het beginsel *non bis in idem* alsook van de plafonds bedoeld in artikel 52, lid 3 en 4, van die verordening.

9. Uit wat voorafgaat, volgt dat de ontworpen bepalingen hierna uitsluitend onderzocht worden voor zover daarbij opdrachten toegewezen worden aan het BIPT in de hoedanigheid van “bevoegde autoriteit” in de zin van artikel 49, lid 1, van verordening (EU) 2022/2065, en niet voor zover daarin opdrachten aangewezen worden voor en verleend worden aan het BIPT in de hoedanigheid van “coördinator” in de zin van artikel 49, lid 2, van dezelfde verordening.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

De bevoegdheden van de federale Staat die *in casu* ten uitvoer gelegd worden, zijn inzonderheid de consumentenbescherming, het prijs- en inkomensbeleid, het mededingingsrecht en het recht inzake handelspraktijken alsook het handelsrecht en het vennootschapsrecht, zonder de bevoegdheden van de federale Staat inzake biculturele aangelegenheden uit het oog te verliezen.

Het voorliggende voorontwerp heeft daarentegen niets van doen met de aangelegenheid telecommunicatie of met de restbevoegdheid die de federale Staat ter zake heeft.

Het feit dat, met het oog op de tenuitvoerlegging van verordening (EU) 2022/2065, bij het voorontwerp nieuwe taken worden toevertrouwd aan het BIPT, die geen verband houden met de postdiensten of met telecommunicatie, doet niets af aan die vaststelling.²²

Bijgevolg is artikel 9²³ van het samenwerkingsakkoord van 17 november 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franstalige Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap ‘betreffende het wederzijds consulteren bij het opstellen van regelgeving inzake elektronische communicatienetwerken, het uitwisselen van informatie en de uitoefening van de bevoegdheden met betrekking tot elektronische communicatienetwerken door de regulerende instanties bevoegd voor telecommunicatie of radio-omroep en televisie’ niet van toepassing.

²² Zo bijvoorbeeld vormen de “diensten van de informatiemaatschappij” zoals geregeld bij het voorontwerp en gedefinieerd in artikel 1, lid 1, punt b), van richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 ‘betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij’ een ander concept dan dat van “elektronischecommunicatiedienst” zoals gedefinieerd in artikel 2, 4), van richtlijn (EU) 2018/1972 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ‘tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische communicatie’.

²³ Dat artikel bepaalt:

“Er wordt een Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie opgericht.

Dit Comité bestaat uit:

1° de minister(s) aangeduid door de federale regering;

2° de minister(s) aangeduid door de Vlaamse Gemeenschap;

3° de minister(s) aangeduid door de Franstalige Gemeenschap;

4° de minister(s) aangeduid door de Duitstalige Gemeenschap.

Het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie heeft tot taak om in onderling overleg en met respect voor ieders bevoegdheid, volgens de modaliteiten en procedures zoals vastgelegd binnen het Overlegcomité, de wederzijdse consultatie te organiseren omtrent mekaar initiatieven inzake het opstellen van ontwerpregelgeving met betrekking tot omroep en telecommunicatie.”

De vormvereisten waarin die bepaling voorziet, hoeven dus niet vervuld te worden.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. In haar advies 73.211/1-3-4 van 28 april 2023 over een voorontwerp van wet “houdende diverse bepalingen inzake economie” heeft de afdeling Wetgeving, in verband met twee bepalingen die strekten tot wijziging van de wet van 17 januari 2003 ‘met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector’ met het oog op het uitbreiden van de bevoegdheden van het BIPT, het volgende opgemerkt:

“Bij de artikelen 89 en 90 van het voorontwerp worden aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna: het BIPT) taken inzake toezicht, controle en injunctie toevertrouwd en de bevoegdheid opgedragen om administratieve sancties op te leggen om te zorgen voor de naleving van de verplichtingen die aan de aanbieders van hostingdiensten opgelegd worden bij verordening (EU) 2021/784 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2021 ‘inzake het tegengaan van de verspreiding van terroristische online-inhoud’, met inbegrip van de naleving van de beslissingen tot verwijdering van inhoud die opgelegd worden door het openbaar ministerie, dat bij artikel 144bis van het Gerechtelijk Wetboek aangewezen is als de bevoegde instantie voor het treffen van de maatregelen bedoeld in artikel 12, 1, a) en b), van die verordening.

Het is de bedoeling om aldus met toepassing van een Europese verordening betreffende de diensten van de informatiemaatschappij aan het BIPT nieuwe taken toe te vertrouwen die niet passen in het kader van de taken die aan het BIPT toegewezen zijn als regulator van de sector van de elektronische communicatie of als bevoegde instantie in de zin van richtlijn (EU) 2018/1972 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ‘tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische communicatie’.

Inzonderheid artikel 90 van het voorontwerp strekt ertoe aan het BIPT als nieuwe bevoegdheid onder meer de bevoegdheid te verlenen om beslissingen met individuele strekking te nemen ten aanzien van de aanbieders van hostingdiensten.

In verband met het feit dat een bevoegdheid tot het nemen van beslissingen met individuele strekking verleend wordt aan het BIPT, een onafhankelijke administratieve instantie die niet onder toezicht staat, heeft de afdeling Wetgeving er reeds op gewezen dat het in hoofdzaak, in het licht van het Europees recht en van arrest nr. 130/2010 van het Grondwettelijk Hof d.d. 18 november 2010, hoe dan ook aanvaardbaar is het BIPT een dergelijke bevoegdheid te verlenen, zelfs wanneer er geen toezicht is op de handelingen in kwestie, op zijn minst in de gevallen waarin het Europees recht uitdrukkelijk vereist dat de volledig onafhankelijk handelende regelgevende instantie optreedt en waarin er een rechterlijke toetsing bestaat. Gelet op de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof, is het evenwel niet zeker dat die mogelijkheid uitgebreid kan worden tot de gevallen waarin het Europees recht niet voorschrijft dat er door een volledig onafhankelijk handelende instantie opgetreden moet worden.²⁴

²⁴ Voetnoot 29 van het geciteerde advies: Advies 50.003/4 van 26 september 2011 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 16 maart 2015 ‘tot wijziging van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector’, *Parl.St.* Kamer 2011-12, nr. 53-2143/1, 169 tot 234; zie ook advies 69.166/4 van 10 juni 2021 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 21 december 2021 ‘houdende omzetting van het Europees Wetboek voor elektronische communicatie en wijziging van diverse bepalingen inzake elektronische communicatie’, *Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 55-2256/1, 309 tot 370.

Zoals eerder vermeld, hebben de nieuwe taken die bij voorliggend hoofdstuk aan het BIPT toevertrouwd worden, *in casu* niets te maken met zijn taken als nationale regelgevende instantie of als bevoegde instantie in de zin van richtlijn (EU) 2018/1972.

Er wordt aan herinnerd dat artikel 6 van die richtlijn als volgt luidt:

‘1. De lidstaten waarborgen de onafhankelijkheid van de nationale regelgevende instanties en van andere bevoegde instanties door ervoor te zorgen dat zij juridisch gezien onderscheiden zijn van en functioneel onafhankelijk zijn van een natuurlijke of rechtspersoon die elektronischecommunicatienetwerken, -apparatuur of -diensten aanbieden. Lidstaten die de eigendom van of de zeggenschap over ondernemingen die elektronischecommunicatienetwerken of -diensten aanbieden, behouden, zorgen voor een daadwerkelijke structurele scheiding tussen de regelgevende taken en de met eigendom of zeggenschap verband houdende activiteiten.

2. De lidstaten zorgen ervoor dat de nationale regelgevende instanties en andere bevoegde instanties hun bevoegdheden op onpartijdige en transparante wijze en tijdig uitoefenen. De lidstaten zien erop toe dat zij over voldoende technische, financiële en menselijke middelen beschikken om de hun toegewezen taken uit te voeren.’

Verordening (EU) 2021/784, tot de tenuitvoerlegging waarvan voorliggend hoofdstuk strekt, bevat geen enkele soortgelijke bepaling als artikel 6 van richtlijn (EU) 2018/1972 en vereist niet dat de bevoegde instanties die de taken dienen uit te oefenen die bij dit hoofdstuk aan het BIPT toevertrouwd worden onafhankelijk zijn.

In het licht van de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof, meer bepaald van zijn arrest nr. 130/2010 d.d. 18 november 2010, kan de vraag of het aanvaardbaar is om aan het BIPT de bevoegdheid toe te vertrouwen om de in hoofdstuk 7 van het voorontwerp bedoelde beslissingen met individuele strekking te nemen bijgevolg niet met zekerheid beantwoord worden.

Hoofdstuk 7 moet in het licht van deze opmerking opnieuw onderzocht worden.”²⁵

2. Ook bij het voorliggende voorontwerp worden met toepassing van een Europese verordening betreffende de diensten van de informatiemaatschappij aan het BIPT nieuwe taken toe te vertrouwen die niet passen in het kader van de taken die toegewezen zijn aan het BIPT als regulator van de sector van de elektronische communicatie of als bevoegde instantie in de zin van richtlijn (EU) 2018/1972 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ‘tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische communicatie’.

In tegenstelling tot verordening (EU) 2021/784 bevat verordening (EU) 2022/2065, die bij het voorontwerp ten uitvoer gelegd wordt, een bepaling die vereist dat de bevoegde autoriteiten die de taken moeten uitoefenen die *in casu* toevertrouwd worden aan het BIPT, onafhankelijk zijn.

²⁵ Parl.St. Kamer 2022-23, nr. 3392/001, 146-178.

Zo bepaalt artikel 50 van verordening (EU) 2022/2065, dat betrekking heeft op de “coördinator”²⁶, maar dat eveneens van toepassing is op de “bevoegde autoriteiten”,²⁷:

“Vereisten voor digitaledienstencoördinatoren

1. De lidstaten zorgen ervoor dat hun digitaledienstencoördinatoren hun taken uit hoofde van deze verordening op een onpartijdige, transparante en tijdige wijze uitvoeren. De lidstaten zorgen ervoor dat hun digitaledienstencoördinatoren over alle nodige middelen beschikken om hun taken uit te voeren, met inbegrip van toereikende technische, financiële en personele middelen om adequaat toezicht uit te oefenen op alle aanbieders van tussenhandeldiensten die onder hun bevoegdheid vallen. Elke lidstaat zorgt ervoor dat zijn digitaledienstencoördinator voldoende autonomie heeft bij het beheer van zijn begroting binnen de algemene grenzen van de begroting, teneinde de onafhankelijkheid van de digitaledienstencoördinator niet in het gedrang te brengen.

2. Bij de uitvoering van hun taken en de uitoefening van hun bevoegdheden overeenkomstig deze verordening handelen de digitaledienstencoördinatoren volledig onafhankelijk. Zij blijven vrij van eender welke directe dan wel indirecte externe invloed en vragen of aanvaarden geen instructies van enige andere overheidsinstantie of particulier.

3. Lid 2 van dit artikel doet geen afbreuk aan de taken van digitaledienstencoördinatoren binnen het systeem van toezicht en handhaving waarin deze verordening voorziet, noch aan de samenwerking met andere bevoegde autoriteiten overeenkomstig artikel 49, lid 2. Lid 2 van dit artikel vormt geen beletsel voor de uitoefening van rechterlijke toetsing, noch voor evenredige verantwoordingsverplichtingen met betrekking tot de algemene activiteiten van de digitaledienstencoördinatoren, zoals financiële uitgaven of rapportering aan de nationale parlementen, voor zover die vereisten geen afbreuk doen aan de verwezenlijking van de doelstellingen van deze verordening.”

De hierboven weergegeven opmerkingen uit advies 73.211/1-3-4 gelden dus niet voor het voorliggende voorontwerp.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 3

In het ontworpen artikel XII.20, § 2, eerste lid, *in fine*, van het Wetboek van economisch recht geven de woorden “via hun tussenkomst” aanleiding tot verwarring voor zover ze de indruk kunnen wekken dat de bedoelde aanbieders van diensten verplicht zouden zijn om met de gerechtelijke en administratieve overheden informatie te delen over inbreuken die ze gepleegd zouden kunnen hebben als dader, mededader of medeplichtige.

²⁶ In de zin van artikel 49, lid 2, van de verordening.

²⁷ In de zin van artikel 49, lid 1, van de verordening. Artikel 50 van de verordening is bij artikel 49, lid 4, van de verordening toepasselijk gemaakt op de “bevoegde autoriteiten”.

De afdeling Wetgeving heeft er evenwel al herhaaldelijk aan herinnerd dat “[h]et recht om zichzelf niet te beschuldigen, dat gewaarborgd is door artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, (...) er evenwel aan in de weg [staat] dat een persoon, “tegen wie een vervolging is ingesteld”, in de zin van deze bepaling, kan worden bestraft omdat hij geweigerd heeft zijn medewerking te verlenen bij het bewijzen van zijn eigen schuld”.²⁸

Bijgevolg dienen de woorden “via hun tussenkomst” vervangen te worden door een adequatere formulering, bijvoorbeeld door de woorden “door een specifieke afnemer van hun tussenhandeldienst”.²⁹

Hoofdstuk 3

In de Franse tekst van het opschrift van het hoofdstuk dienen de woorden “u Code de droit économique” weggelaten te worden.

Artikel 6

1. In de bepaling onder 1°, c), ii), moet het ontworpen eerste lid aangevuld worden met een *littera* “l)” in plaats van “m)”.
2. In de bepaling onder 2°, c), moet de ontworpen paragraaf 2, 3°, aangevuld worden met een *littera* “k” in plaats van “l)”.

Artikel 12

1. In de bepaling onder 1°, a), moet het ontworpen punt 1°/2 aldus aangevuld worden dat daarin vermeld wordt dat de aan het BIPT verleende bevoegdheid past in het kader van de digitaledienstenverordening.

²⁸ Advies 60.619/2 van 25 januari 2017 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 2 oktober 2017 ‘tot regeling van de private en de bijzondere veiligheid’, *Parl.St.* Kamer 2016-17, nr. 2388/001, 159-196. Zie ook de adviezen 63.296/4 van 2 mei 2018 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 7 april 2019 ‘tot vaststelling van een kader voor de beveiliging van netwerk- en informatiesystemen van algemeen belang voor de openbare veiligheid’, *Parl.St.* Kamer 2018-19, nr. 3340/001, 75-87; 64.879/4 van 4 februari 2019 over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van 2 mei 2019 ‘tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wat betreft de preventie en de bevordering van de gezondheid’, *Parl.St.* W.Parl. 2018-19, nr. 1332/1, 25-35 en 69.813/2/V van 30 augustus 2021 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 20 juli 2022 ‘inzake de certificering van de cyberbeveiliging van informatie- en communicatietechnologie en tot aanwijzing van een nationale cyberbeveiligingscertificeringsautoriteit’, *Parl.St.* Kamer 2021-22, nr. 2693/001, 75-87.

²⁹ Die formulering stemt bovendien beter overeen met de formuleringen die gebruikt worden in artikel 10 van verordening (EU) 2022/2065.

2. In de bepaling onder 2°, dienen in de ontworpen paragraaf 7/3 de woorden “artikel 51, lid 3, onder b)” vervangen te worden door de woorden “artikel 51, lid 3, eerste alinea, b)”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Marnix VAN DAMME

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO